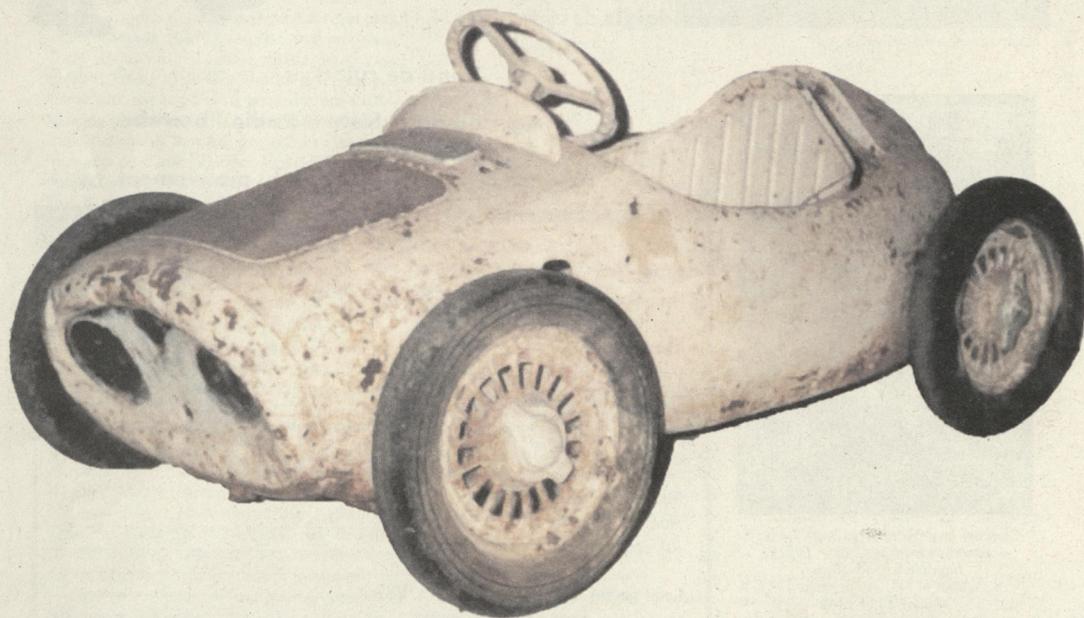


le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde **libertaire**

General Motors supprime 12 000 emplois en Europe. Krupp, Siemens et Michelin empruntent le même chemin. Pendant ce temps le capitalisme, bolide usé et hors d'usage, poursuit sa course folle...

À quoi on joue?



M 02137 - 1373 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

*« Ne se mettre à genou que pour cueillir
une fleur. »*

Jacques Brel

hebdo n° 1373

du 28 octobre au 3 novembre 2004

7072520

Sommaire

Nouvelles des fronts, ça stresse et tremble dans les chaumières, par Hugues, page 4

L'autruche prend tout sur elle par F. Ladrissé, page 5

Le pire est toujours sûr, par Ogur, page 5

Services publics, bases et principes, par J. Langlois, page 6

De l'eau, de l'eau!, par R. Berthier, page 7

Trac des Turcs en truc, par R. Dadoun, page 9

Algérie, un peuple debout, par G.H. et A.A., page 11

Algérie, pour une **presse libérée**, page 13

Basque et libertaire, **Ekintza Zuzena**, page 14

Constitution **européenne** et classe ouvrière, page 15

Les **calotins** ont la peau dure, par Jacqueline, page 16

Poésie et révolution, page 18

Un **lutin** bavard, page 19

Deux doigts de cinéma, par H. Hurst, page 20

Rond de cuir dans la révolution russe, page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Vie du mouvement, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 **abonnez-vous**

Le Monde libertaire du 28 octobre au 3 novembre 2004



Visages pâles chez Opel

États Unis, Tunisie, Polynésie française, voilà trois exemples d'élections présidentielles où la volonté du peuple n'a guère à voir avec les résultats. Aux États Unis, à coup de milliards de dollars chacun des candidats s'escrime à dénigrer son adversaire, son ennemi devrais-je dire tant les coups portés et les méthodes utilisées, d'un côté comme de l'autre, se situent en dessous de la ceinture. Mais le fric dépensé à faire ces campagnes de diffamations n'est pas comptabilisé par les lois sur les campagnes électorales, et n'est donc pas limité, non plus que sa provenance est contrôlée. La fraude et les traficotages des machines à voter s'ajoutent à la mascarade. En Tunisie, le peuple a appris depuis l'indépendance, et plus encore depuis 1987, que pour survivre dans cette démocratie il valait mieux fermer sa gueule. Même si un des candidats n'était pas parachuté par le pouvoir pour donner l'illusion du pluralisme, l'issu du scrutin ne faisait aucun doute et Ben Ali, désigné par les gouvernants de l'Europe et des Amériques comme un dirigeant démocrate et progressiste avec qui il fait bon faire du bizness, fait encore l'objet d'un plébiscite obtenu par la terreur. En Polynésie française, Jacques Chirac et ses complices du Conseil d'État, ont remis leur agent Gaston Floss à la présidence, préservant ainsi les intérêts des familles coloniales qui continuent d'exploiter ces territoires et ceux qui les habitent. Ils ne veulent pas abandonner l'économie aux polynésiens et sont prêts pour cela à recourir à n'importe quelle magouille politiciarde.

Sur le plan social, c'est aussi le règne de l'arbitraire. La loi du marché va encore jeter des dizaines de milliers de travailleurs, de la General Motors entre autres, sur le pavé. Délocalisations, restructurations, sont les armes utilisées par les technocrates de l'exploitation pour expliquer aux ouvriers que les sociétés dont ils ont assuré la prospérité pendant des dizaines d'années, se passeront désormais de leurs services. Et quand les victimes de ces manipulations financières tentent de se rebeller, alors l'appareil répressif et judiciaire se charge de les remettre au pas.



Siège de General Motors à Détroit...

Hertje

EN LANGAGE DE BOURSIKOTEUR, on dit : 12 000 suppressions de postes prévues en Europe d'ici deux ans par General Motors, dont 10 000 en Allemagne. Des travailleurs belges et espagnols pour Opel ainsi que suédois pour Saab sont aussi concernés... Autant de foyers qui vont, d'ici peu, bouffer de la vache enragée.

Cette année, les pertes de GM Europe s'élèveraient déjà à 400 millions d'euros.¹ Enorme, colossal. N'importe quel économiste prendrait la décision d'amputer, de « dégraisser » afin de faire face à la concurrence. Maintenir l'emploi de tous reviendrait à tous sombrer. Quand l'ouvrier allemand coûte « trop cher », on sabre dans l'ouvrier allemand. Logique... dans une logique de profit, dans une économie changée en jungle. Chez d'autres constructeurs automobiles la production s'avère également « trop chère ». Dès lors tout fait farine au moulin. Mercedes a brandi en juillet le chantage à la délocalisation hors d'Allemagne, vers l'Afrique du Sud. Volkswagen exige depuis septembre un retour aux 40 heures par

semaines avec gel des salaires et évoque aussi la possibilité de s'expatrier.²

Même topo dans d'autres secteurs allemands. Le groupe de distribution Karstadt-Quelle vient de planifier la suppression de 5 500 emplois. Le distributeur Spar en prévoit, lui, un millier.³ Sans citer les 60 000 emplois passés à la trappe au premier semestre, ni les Krupp, Siemens, Michelin et autres lancés aussi dans un mouvement d'économies.⁴ Ces catastrophes viennent se greffer à celle de la loi Hartz, du nom de ce collaborateur du chancelier Schröder qui ambitionne notamment de réduire l'indemnisation de chômage de longue durée.⁵ Un vrai typhon social.

Comble de l'ironie, de fontes de salaires en délocalisations et de destructions d'emplois en rabotage d'indemnités, le marché intérieur perd progressivement de sa capacité à « absorber » l'« offre », faute de moyens. La philosophie capitaliste, le goût du gain, la lutte économique se révèlent être à long terme une pratique d'auto-sabotage.

suite page 4

suite de la page 3 Le tragique de l'affaire Opel, c'est la position du syndicat IG Metall face au géant General Motors. D'une part, il ne peut que refuser tout licenciement sec et demander le respect des conventions collectives. D'autre part, il approuve la guerre économique entre travailleurs: il réclame une élaboration d'une « offensive » pour chacune des trois marques Opel, Saab et Vauxhall, possédées en Europe par GM.⁶ Ce qui ne se réaliserait qu'au dépens d'autres entreprises... Que ce soit dans le domaine de l'automobile ou de la métallurgie (traversée par les fusions-acquisitions) ou autres, en Europe et ailleurs, la nécessité d'accords syndicaux sectoriels se fait de plus en plus pressante. Histoire d'éviter de déplacer la misère sociale.

Les ouvriers de l'usine Opel de Bochum n'ont pas « l'intention de payer pour les erreurs de management »⁷. À la lecture du faire-part, plusieurs milliers d'entre eux ont débrayé sans écouter les injonctions du ministre de l'Economie, Wolfgang Clement. Normal, dans un climat social dégradé. Mais IG Metall s'est aussi vu débordé par la grève (dès lors dite « sauvage »), preuve sans doute que les travailleurs attendent une attitude plus ferme de leur syndicat ou du moins que leur désarroi est plus fort que la confiance qu'ils avaient dans leur centrale. Il est vrai qu'au regard du choc infligé aux opéliens les exigences d'IG Metall sont loin d'être révolutionnaires.

Si la loi Hartz et les plans de retour aux 40 heures avaient suffi à déclencher un large mouvement de gauche avec les « manifestations du lundi », les néo-nazis du NPD ont fait leur miel de cette situation sociale. En Hesse, avec leur 9,2 % aux récents scrutins régionaux, les fascistes ont pulvérisé les pronostiques les plus sombres: ils ont triplé leur score de 1999... Comment les choses évolueront-elles suite au camouflet de General Motors? Alors que les manif spontanées du lundi s'essouffent, les travailleurs allemands, dont les libertaires, devraient les relancer et leur imprimer un tour résolument internationaliste et égalitaire. Et rapidement construire la solidarité au quotidien.

Comme l'écrivait Anton Pannekoek: « Se faire libérer par d'autres, qui font de cette libération un instrument de domination, c'est simplement remplacer les anciens maîtres par de nouveaux. »

H.

1. Au troisième trimestre, GM Europe affichera une perte de 190 millions d'euros, soit un tiers de plus que l'an passé (*Le Monde*, 16 octobre).

2. Voir les précédents numéros du *Monde libertaire*.

3. *Le Monde*, 16 octobre.

4. *Ibidem*.

5. Voir les précédents numéros du *Monde libertaire*.

6. *Le Monde*, 16 octobre.

7. En à peine six ans, Opel a connu cinq directeurs généraux (*Libération*, 19 octobre).

Nouvelles des fronts



Jules Grandjean

VIVE LA GRÈVE SAUVAGE, IG METAL COLLABO! Enfin des réactions dignes de ce nom à un plan massif de remerciements pour bons et loyaux services. Le premier constructeur automobile au monde dégraisse en Belgique, Suède, Allemagne... Motif le travail est moins cher ailleurs, 35 % en Espagne, 85 % en Pologne, et en Chine on travaille à l'œil dans les camps de prisonniers. Alors, suppression de 10 000 emplois en Europe du nord sur 62 000 dans le monde. Aux États-Unis, on virera seulement après les élections, ça vote quelquefois un prolo, sait-on jamais. De fait, en Allemagne c'est une grosse poutre dans l'œil de la DGB et de son puissant syndicat de la métallurgie. Une révolte légitime, même si elle est tardive et défensive, d'une classe ouvrière trop soumise et trop souvent bafouée par ses propres représentants technocratés et notabilisés. À quand le retour du très sain et très nécessaire refus de parvenir des syndicalistes d'autrefois? Même scénario à venir chez Volks-Wagen, ça va cogner si le prolo résiste trop aux propositions patronales sur la durée du travail... Grève sauvage quand tu nous tiens... Qu'attendent les cristalliers d'Arques pour s'y mettre aussi, la très paternelle entreprise du Nord-Pas-de-Calais leur a promis 2 700 emplois en moins d'ici à 2008, les plus heureux pourront rester, à condition toutefois que la productivité augmente d'ici là de 26 %. Cadences infernales quand tu reviens... Les autres peuvent comme beaucoup d'autres postuler à l'ambassade de Chine. Même punition pour les employés d'un groupe d'assurances (RSA) en Grande-Bretagne, 1 100 emplois en moins, mais pour

postuler, il faut s'adresser à l'ambassade de l'Inde, néo-colonialisme oblige. Et ça ne fait que commencer, selon une étude comme d'habitude bien intentionnée et forcément scientifique – en fait qui prépare le terrain et le recours à la « science » le fait si bien – 1,2 million d'emploi dans le tertiaire (informatique, banque, télécom...) pourraient soit disparaître, soit être délocalisés à moyen terme. Face à un tel déferlement la grève sauvage ne sera sans doute pas suffisante, il faut en effet des employés et des ouvriers pour la faire et au train ou vont les choses, il va falloir se dépêcher.

Résultats des courses, ça stresse et ça tremble dans les chaumières, 25 % des employés et 34 % des ouvriers, toujours selon des sources avérées dont la Nouvelle Vie Ouvrière, se sentent menacés dans leur travail par les délocalisations. Visiblement, y'a encore du bon sens et de l'anticipation dans la « classe ouvrière », à quand l'action? Au reste la situation est alarmante, quelques chiffres démontrent la réalité de cette menace et le mouvement de paupérisation qu'elle provoque: 2,6 % d'augmentation des inscriptions à l'ANPE (malgré les radiations) en un an, progression de 3,7 % des missions d'intérim, 20,2 % des personnes accueillies dans les foyers d'urgence sont des travailleurs pauvres. La population carcérale, où les pauvres se taillent la part du lion, a augmenté de 0,6 % en septembre 2004. Décidément la grève sauvage ne pourra pas suffire.

Hugues

Groupe Pierre-Besnard

Quand l'autruche éternue...

Il les prend tous sur lui

« Je suis prêt à prendre sur moi tous les péchés d'Israël, mais pas cette responsabilité pénale. » Juppé, couvert de cendres.

Les « péchés d'Israël »... Ah, où va se loger l'antisémitisme primaire!

A gauche au fond du couloir

« Les Verts n'ont pas vocation à représenter la gauche de la gauche. » Guy Hascoët, de les Verts.

Ancien ministre de Jospin, actuellement sans mandat, Hascoët vise le poste de secrétaire général de Les Verts. Que son bilan en tant que ministre soit l'égal d'un zéro pointé n'effraie pas ce bouffon, prêt à divertir n'importe quel candidat du PS. Une question demeure, cependant: à quoi servent les Verts?

Les enfants de la télé

« Les médias publics sont là pour diffuser l'idéologie d'État. » Alexandre Loukachenko, président de la Biélorussie.

La vérité sur les médias ne sort pas de la bouche des enfants, elle sort de celles des dictateurs. À méditer, après avoir jeté son poste.

Camdessus découvre l'eau chaude

« Pour beaucoup, le non-travail n'est pas voulu: c'est le chômage. » Michel Camdessus, ancien président du FMI.

Pas possible! Il y aurait donc, de par le monde, des non-travailleurs pour lesquels le non-travail ne serait pas un choix? Comment on les appelle, déjà?

Logique.

« Si tous les pays industrialisés baissent leurs taxes au fur et à mesure que les prix montent, c'est un signal donné aux marchés qu'ils peuvent continuer. »

Devedjian, ministre des pompes.

Traduction: si on veut que l'essence soit moins chère on doit en augmenter le prix. C'était notre rubrique capitalisme et rationalisme.

Répartition des tâches

« Le travail est de gauche. » Claude Allègre, ex-ministre.

Et l'argent est de droite, on sait...

Lisibilité piège à cons

« Ce traité apporte ce que les gens attendent en terme de lisibilité. » Raffarin, au sujet de la constitution européenne.

Lisibilité... avec travail, patrie, pente raide et ce-n'est-pas-la-rue-qui-gouverne, voilà ce qui restera du gouvernement Raffarin. Des mots comme: lisibilité. « Les gens », à la lecture du projet de constitution, sauront mieux à quelle sauce ils vont être mangés? Peut-être, mais pas d'inquiétude Raffy, « les gens » voteront oui. Parce que c'est bien, oui. Parce que ça sonne mieux que non.

Frédo Ladrisse

(sources: France Inter, le Journal du Dimanche, Libération, le Parisien, Politis)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

La troisième voie



« Il faut que la rue devienne un enfer pour les prostituées et les SDF. » Douste-Blazy (juillet 2004).

« Certains regards me font l'effet d'un abîme, je résiste malaisément à la sensation de vertige en sondant, presque à mon corps défendant la détresse qu'exprime les yeux de l'enfant maltraité ou désemparé, de l'homme réduit à mendier sous le joug de l'infamie sociale, du chien abandonné errant en quête de nourriture et d'affection. Pour éphémère qu'en soit l'effet, il m'envelopperait dans un tourbillon d'angoisses, il m'entraînerait dans un gouffre de déréliction si je ne me ressaisissais pas par un recul de tout mon être, aspirant à une insensibilité qui éceuvre plus qu'elle ne soulage. » Raoul Vaneigem.

IL FAUDRA BIEN que les gens qui croient encore à la supériorité de valeurs humaines sur l'économisme et l'hygiénisme cessent d'être gentils, c'est-à-dire de tolérer qu'on puisse encore proférer des infamies en leur nom. Tandis que certains des artistes et des intellectuels qu'ils suivent les exhortent à regarder par devers eux la bête tapie qu'ils contemplant avec effroi, les tenants du libéralisme à tout crin, embarrassés de moins de scrupules font montre de bien moins de volonté introspectives et rognent chaque jour davantage sur le terrain de l'humain.

Si l'on met face à face la citation de Vaneigem et la déclaration de Douste-Blazy, il ne fait aucun doute que les préoccupations humaines de l'un ne font plus guère le poids avec le pouvoir d'influer directement sur la vie politique du technocrate par des mesures toujours plus inhumaines.

Quel poids ont encore la réflexion, les scrupules et les tourments, le constat triste et sensible d'un homme face aux déclarations d'intention bientôt suivies des mesures les plus répressives censées les accomplir. État d'esprit contre mesures. Esprit contre acte. Le sensible a bien quelques chances de gagner du terrain sur le long terme, de convaincre d'autres esprits ou tout au moins de les (ré)conforter, cependant que s'installe la politique du pire qui ancrera aussi toutes ses habitudes, son indifférence et son inhumanité. En attendant que se fasse jour un nombre grandissant d'esprits lucides, animés d'intentions louables, si toutefois ces jours adviennent, des hommes et des femmes vont souffrir chaque jour davantage, certains mourront. L'urgence commande que le pire ne puisse pas se produire. Sous peine de n'avoir plus jamais ni les ressources, ni la volonté d'en finir avec la monstruosité des technocrates de la dictature de l'épuration.

Ogur

Les services publics

les principes

Ce texte est la première partie d'une analyse sur les services publics. Prochainement, Jacques Langlois fera le point sur leurs actuelles disparitions en France et en Europe.

DANS CETTE PREMIÈRE PARTIE, il s'agit de donner les raisons pour lesquelles nombre d'activités devraient être prises en charge par des services publics. Exemple: l'édification d'un phare. Tous les navires y ont intérêt, mais personne ne veut ou ne peut le financer seul. Si l'usage du phare est gratuit, tout le monde est content. S'il devient payant (et plus le péage est élevé, moins il y a d'usagers), les bateaux essaient de l'éviter et se moquent alors de la sécurité. C'est pourquoi si le phare était une entreprise privée, il ne serait jamais rentable et la société paierait les dégâts des naufrages.

C'est un premier critère de la nécessité d'établir des services publics: là où l'intérêt privé ne peut suffire, la puissance publique est obligée d'intervenir, ce qui contredit la thèse libérale de l'harmonie spontanée des intérêts. Autre particularité des services publics: l'usage par l'un n'enlève rien aux autres. Il n'y a pas rivalité entre les usagers, ni restriction à l'usage.

Autre critère souvent utilisable: le bien public est d'autant moins coûteux pour chacun qu'il y a plus d'utilisateurs. C'est le cas de tous les réseaux (EDF-GDF, route, téléphone, etc.). C'est ce qu'on appelle les rendements croissants: à investissement donné et constant, le prix unitaire d'usage diminue à proportion de la baisse du coût unitaire de production due à la division de la valeur de l'investissement par le nombre d'usagers.

Un réseau, c'est aussi un « monopole naturel », car il n'y a aucun intérêt à multiplier le nombre de réseaux et à les mettre en concurrence. On observera tout de suite que si les réseaux sont privatisés, les propriétaires capitalistes en obtiennent la rente desdits rendements croissants. Ou c'est l'État qui gère le réseau, auquel cas il se met la rente dans la poche. Dans le cas de ces services publics, Proudhon se batrait pour qu'il n'y ait ni étatisation ni privatisation. Il y aurait « socialisation », c'est-à-dire propriété en main commune par une fédération de la production et de la consommation et par les collectivités publiques. La gestion serait confiée aux salariés.

Mais, jusqu'à présent, je n'ai abordé que les déterminants économiques du service



public socialisé. Maintenant, les choses dépendent des cas de figure.

Une première catégorie de services publics peut reposer sur les principes mêmes d'une république démocratique établissant des principes publics: égalité d'accès à des biens fondamentaux pour une vie digne, neutralité de traitement, respect de la dignité de chacun traité comme citoyen appartenant à la communauté, égalisation des chances, continuité du service pour tous, respect de la liberté (notamment par la diversification des solutions sous le même principe pour tenir compte des parcours et des histoires de vie), simple équilibre des comptes, baisse permanente des coûts en fonction des progrès de technologie et d'organisation (mutabilité).

Ce « paquet » permet de regrouper l'éducation, la justice, la police, l'armée, etc. La caractéristique principale de cette première catégorie est d'être d'emblée liée à la justice sociale conçue comme égalisation des chances et équité des conditions et situations. C'est, du reste, ce qui devrait être une ligne de partage claire entre socialistes et libéraux: le sort conféré aux services publics socialisés. Et ils visent aussi à l'égalisation des conditions de vie dans les territoires, à l'aménagement du territoire, à la sécurité des fournitures et des approvisionnements.

Une deuxième catégorie de services publics relève d'une considération supplémentaire. Ils demeurent payants, car cela dépend de la consommation et car il convient d'encourager la responsabilité des consumma-

teurs. Tout en obéissant aux mêmes principes que les premiers, ils ont une caractéristique commune: ils sont indispensables à la vie digne à un moment donné.

Ce qui veut dire que leur liste est évolutive car les critères des besoins évoluent en fonction des progrès technologiques et des conceptions sociales de la bonne vie. Ils sont aussi indispensables et non substituables, ce qui peut varier aussi. Prenons le cas de l'électricité. C'était un bien de luxe en 1900. C'est un bien indispensable aujourd'hui. Cependant l'électricité peut être produite par différents moyens. Le gaz, le charbon, le fuel, les énergies renouvelables. Dès lors, ce qui est le bien indispensable, c'est l'énergie, quelle que soit sa source. Et c'est dans ce domaine global que l'on devrait avoir une politique et une action générale d'un service public de l'énergie!

Une troisième catégorie de services publics à socialiser peut se trouver dans les biens non gérés par un réseau mais que leur consommation ne détruit pas et qui peuvent être facilement reproduits et diffusés.

Par exemple, le savoir transmis sous forme de livre n'est pas enlevé à son auteur, et on peut en éditorialiser autant qu'on veut à un coût marginal très faible de la dernière unité produite sans en priver qui que ce soit.

Il en est de même pour un CD, un DVD, un film, un logiciel, un enseignement assisté par ordinateur. Bref tout ce qui relève de la culture, de l'information, de l'éducation ou de l'instruction et peut être reproduit à l'infini.

Vous devinez la solution proudhonienne: socialisation de ce secteur avec propriété en main commune de la fédération des communes, régions, des associations, des syndicats de la culture et limitation dans le montant et dans le temps des droits d'auteur et des brevets. Cela amène à un nouveau genre de service public potentiel: les activités ou industries où il y a des rendements croissants et utilité publique. C'est déjà le cas de beaucoup de services culturels, pour lesquels cela constitue une raison de les socialiser.

Jacques Langlois

L'eau de Vivendi est un peu salée

Procès et révélations



René Berthier

ROGER LENGLET ET JEAN-LUC TOULY¹ sont les auteurs d'un livre sur le groupe Vivendi, *L'Eau de Vivendi, les vérités inavouables* (Éditions Alias/Patrick Lefrançois, 2003) qui leur a valu une plainte en diffamation de la part du groupe Vivendi. Les deux auteurs sont passés en jugement le jeudi 21 et le vendredi 22 octobre à la 17^e chambre correctionnelle. Il me semble important de faire une information sur ce fait car l'évocation du groupe Vivendi ne peut laisser personne indifférent. Le livre de Lenglet et Toully a été retiré de la vente à la demande du groupe Vivendi.

Manipulation d'élus, fuites de capitaux, rapports explosifs cachés, pratiques d'influence et financements occultes, enrichissements vertigineux sur le dos des usagers et des collectivités, etc. Ce sont quelques-uns des scandales que les auteurs ont récemment mis sur la place publique.

Manifestement, Vivendi (aujourd'hui Veolia) multiplie les actions pour dissuader la presse d'ébruiter ces révélations.

Sous le coup d'une attaque en diffamation lancée par Vivendi (comme le sont par ailleurs le *Parisien* et le journaliste Éric Giacometti qui ont fait écho à ce livre), les auteurs produiront leurs documents et leurs témoins: une liste impressionnante d'élus, d'experts et de journalistes d'enquête qui permettront de se faire une idée de la réalité des scandales dénoncés.

Parmi ces derniers, on relève les noms de Mario Suarès, ex-président du Portugal, Jacques Julliard, journaliste au *Canard enchaîné*, et des personnages politiques réputés pour leur incorruptibilité, dont celui qui a fait éclater le « scandale Carignon », à Grenoble, dans les années 90...

Le procès abordera notamment les dessous d'un des plus gros scandales financiers du siècle: l'évasion, vers un compte irlandais, des milliards de provisions versées depuis de nombreuses années par les communes en vue d'entretenir nos réseaux de distribution d'eau.

« C'est pour qu'on mette fin à ces pratiques que nous avons décidé d'aller jusqu'au bout, preuves et témoignages à l'appui, et de refuser toute idée de négociation », expliquent les auteurs du livre contre lesquels Vivendi-Veolia a multiplié les procédures judiciaires, notamment en demandant à la justice d'enregistrer les auteurs, à leur insu, lors de leurs débats publics. Parmi leurs révélations figurent des informations et des dossiers brûlants détenus par les autorités et les compagnies privées. Entre autres, des rapports confidentiels montrant comment on pompe l'argent des Parisiens et des habitants de l'Île-de-France à leur insu, comme dans d'autres villes françaises. Et des informations sur les ententes entre certains hommes politiques et Vivendi pour manipuler les citoyens.

De nombreuses villes de province sont aussi l'objet des manipulations exposées par les auteurs. De Toulouse à Lille, en passant par Castres, Châtelleraut, Grenoble, Cherbourg et beaucoup d'autres communes, des actions ont été lancées par des associations et des élus pour retourner en régie municipale suite aux abus épinglés.

Le procès sera aussi l'occasion de revenir sur les filiales de Vivendi peu visibles sous des noms divers et sur les accords discrets entre les multinationales de l'eau. On y produira sans doute aussi les documents confidentiels où l'on apprend aux cadres de Vivendi à dissuader les élus qui veulent regarder les comptes de près, et en toute impunité à refuser de communiquer aux collectivités leurs marges bénéficiaires et le vrai prix de l'eau.

Enfin, ce procès conduira à évoquer l'intense pratique de « pantouflage » de nombreux élus, de hauts fonctionnaires et de personnalités influentes chez Vivendi.

Parmi les quelques témoins cités par la multinationale, qui prétend défendre l'honneur des élus de Toulouse ayant récemment renouvelé leur contrat avec Vivendi pour une longue période, Dominique Baudis, ex-maire de Toulouse, interviendra à propos d'un gros emprunt contracté par sa mairie auprès de Vivendi, emprunt à 13 % remboursable par les habitants. Cet emprunt est fortement contesté par des associations de Toulousains en colère qui viennent de lancer une action en justice pour le faire annuler.

Poussée dans ses retranchements, l'actuelle direction de Vivendi-Veolia a lancé une procédure de licenciement pour « faute grave » contre Jean-Luc Touly, qui, à défaut d'une réponse du ministère du Travail, a été refusé.

R. B.

Roger Lenglet est philosophe et journaliste d'investigation. Jean-Luc Touly est agent de maîtrise à la Générale des Eaux depuis 27 ans et président de l'Association pour le contrat mondial de l'eau (ACME).



Les usages de Vivendi

Témoignage d'un militant CGT

Daniel Guerrier, maintenant retraité, ancien militant du Syndicat des correcteurs et du SNJ-CGT a témoigné dans le livre de Roger Lenglet sur les pratiques du groupe Vivendi. Guerrier en effet, a été représentant central CGT au comité de groupe Havas, puis au comité de groupe Vivendi Universal aux niveaux français et européen. Extraits de son témoignage :

« **APRÈS AVOIR ÂPREMENT BATAILLÉ** dans le cadre du groupe Havas pour obtenir des moyens corrects dans le cadre du comité de groupe (structure paritaire d'information-consultation), quelle surprise de découvrir un protocole d'accord du comité de groupe Générale des eaux, devenu ensuite Vivendi Universal, presque sans moyen de fonctionnement : quatre heures de délégation annuelle pour un représentant central syndical d'un groupe de 100 000 salariés rien qu'en France et environ 300 000 au niveau mondial !

Notre première réaction de représentants fraîchement arrivés fut de demander la dénonciation de cette peau de chagrin. Mais les syndicalistes maison nous firent comprendre que tout cela n'était pas si important... C'était le point de vue d'individus, en fait permanents rémunérés au plus fort indice de leur catégorie, avec locaux confortables, secrétaires – parfois même de la famille, épouses salariées du groupe, voitures de fonction banalisées, etc.

Rien par écrit, tout en cadeaux, un semblant de radicalisme au nom des salariés exploités, des négociations de couloir, des repas d'état-major au plus haut niveau, une connivence de bon aloi autour de quelques havanes, des réunions dans le château du XVII^e siècle de Méry-sur-Oise (propriété du groupe entièrement rénovée en 1999) ou carrément aux États-Unis via le Boeing privé du PDG, etc.

J'étais bien le seul à repartir au travail après chaque réunion, sans ressentiment, mais avec l'insolence de le faire remarquer.

Comment continuer à assurer une activité syndicale indépendante au service des seuls salariés dans un tel contexte ? D'aucuns, très minoritaires, s'y sont essayés et s'y essaient encore. Mais ils doivent alors supporter des pièges poussant à la faute lourde, des accusations sournoises, de sabotage ou d'envois de courriers électroniques indéclicats, sur fond de fichage informatique, de remise en question des mandats et de demandes d'exclusions syndicales.

Autre face des années Vivendi, l'épargne salariale, au nom de laquelle, comme le disait Charb dans *Charlie Hebdo* (mars 1999), un salarié en viendra à contresigner sa lettre de licenciement pour maintenir le cours de ses actions. Que nous a-t-on pas raconté comme sornettes à ce sujet, tant du côté patronal, en toute logique, que du côté confédéral, ce qui est plus surprenant !

Le système Vivendi, c'est aussi une proportion inégalée d'anciens hauts fonctionnaires des ministères de droite comme de gauche au mètre carré occupant les sièges centraux du groupe. C'est encore l'instrumentalisation de quelques grands intellectuels opinionistes.

Mais, finalement, les rêveurs que nous sommes, accusés de « syndicalisme révolutionnaire dépassé » par de bons permanents à vie, sûrs de leurs privilèges définitivement acquis, et de leurs bons placements boursiers, nous avons trouvé un allié inattendu. Nous ne serons jamais assez reconnaissants vis-à-vis de celui qui a le plus brillamment démontré le caractère prédateur du système capitaliste : l'agent « J2M ».

Je tiens à rendre hommage aux sans-grades qui continuent inlassablement leur travail de taupes, malgré les chausse-trapes, les trahisons petites et grandes, et la répression. »

En Grande Turquerie, les Turcs rient... vert

Roger Dadoun

ÇA VIENT DE LOIN, et même de très loin. On pourrait remonter à la préhistoire, imaginer des migrations millénaires, au cours desquelles de petits filets de population, tribus, bandes ou joint familles filiformes traverseraient, au fil des générations, l'Europe de part en part, allant même jusqu'à l'Oural et au-delà, de Mongolie en Kamchatka, et vice versa, en perpétuels allers-retours, assortis de prolifiques croisements – mélanges par rapt, viols, échanges de femmes, hommes et enfants, alliances exogamiques, etc. Pour les gens d'une « France » d'alors, aurignacienne ou solutréenne, une « Turquie », ce n'était pas encore la Sublime Porte, mais la porte à côté; et une loyale démographie génétique montrerait que les futurs Gaulois étaient tout autant turcs que les futurs Turcs gaulois – autrement dit, nous sommes tous, pour l'essentiel, des Cro-Magnon, ou des Chancelade. Exit les conmalversations raciales et racistes.

De Turc en truc

L'Europe, de Manche en mer Noire, ainsi posée en donnée préhistorique quasi « naturelle » – la traiter, comme c'est l'enjeu du jour, dans une perspective d'avenir jalonnée d'embûches et d'incompatibilités de tous ordres (culturelles, économiques, religieuses, politiques, historiques, etc.) relève de la fantaisie ou d'un « fais-moi peur » prompt à susciter, si l'on s'en tient aux discours qui s'enfilent en chiche-kebab sur le sujet, quelques franches rigolades. Rien n'est plus plaisant que de voir le mot « turc » gicler et gonfler telle une insistante bulle de la bouche des politiques, intellectuels, turcologues, ottomanologues, islamologues ou bosphoriens – prononcé de telle façon qu'à l'anagramme on n'y coupe pas: « turc » fait « truc », précisément « truc » du jour, « machin-chose », hochet ou grelot que chacun exhibe et agite avec furia, par-dessus pardessus partis, caractères, projets, ambitions. Outre les réunions amuse-gueules de militants ou parlementaires, il n'est guère de dîners ou parties où, entre deux éructations, « turc » ne soit mis sur la table, après poire ou

fromage, quand le maître de maison propose une lamelle de succulent halva ou un mou cube de loukoum.

Tête de TAT

Hautement – ou basement – significatif est le fait que le mot « turc », au pivot de cette vaste turquerie, traîne avec lui toute une substance historico-culturelle et psycho-politique, qui lui confère fonction de TAT, Thematic Aperception Test, test projectif de la personnalité politique, miroir et dérive d'un inconscient idéologique. Tout un refoulé – où fricotent et s'emberlificotent histoire, idéologie, religion, langage, fantasmes – refait surface.

Mots et clichés concourent à fabriquer un corps – ou corpus – turc imaginaire pas piqué des hannetons, avec, de haut en bas, trois plans superposés éloquentes.

1. « Fort comme un Turc » (à l'origine, « turc » ou « türk » signifierait « fort »): banale, l'expression inquiète ceux qui veraient un tel « fort » se (la) ramener dans une Europe du coup fragilisée et acculée à la défensive. Les amateurs d'haltérophilie connaissent bien ces gars poilus et courts sur pattes qui poussent, à l'arraché, développé ou épaulé jeté, des quintaux de fonte par dessus la tête. Ça donne à réfléchir – output le « fort ».

2. Mais il y a la tête, la « tête de turc », celle sur laquelle tout le monde peut cogner: dans des assemblées européennes en quête de bouc émissaire, ça peut servir – input la « tête ».

3. Enfin, à ras de terroir, rappelons les selles dites « à la turque », qui exigent que l'on s'accroupisse – pratiquement disparues en Europe, au bénéfice des sièges, plus favorables à la lecture (Luther a dû avoir sa vision du Diable, d'où sortira la Réforme, dans sa fameuse « tour », fesses faisant face à quelque selle turque. Mais Léopold Bloom, lent liseur dans Ulysse de Joyce, et Tanizaki ravi du petit « lieu » dans *Éloge de l'ombre*? Il vaut la peine d'aller y voir).

L'imaginaire, on le sait, s'arrange toujours pour ne rien perdre, fût-ce ses étrons – et donc l'« à la turque » perdure: être assis



Marionnette turque



ou accroupi, that's the question. Qu'une telle posture excrétaire percutée les voracités ou anxiétés économiques, que du racisme encore s'acharne à projeter son « sale » sur l'« autre » – et voici que, glissant de « selle turque » à « sale Turc », les « convictions » politiciennes et culturelles s'éclairent de troubles lueurs fantasmagiques.

L'actuelle Turquie – « grand débat » – peut se prévaloir de maintes références culturelles. On se souvient de François I^{er} passant alliance avec Soliman le Magnifique – une première; et de Molière qui, moquant la fantaisiste et cocasse réception par Louis XIV d'un envoyé turc, Soliman Aga, nous fit tellement marrer avec son ébouriffant mamamouchi dans les froufrous duquel s'aristocratisait le Bourgeois gentilhomme; et, plus tard, ô émotion, de la troublante *Azyadé* de Loti le turcophile – tandis que le Bain turc d'Ingres combait toujours de ses suaves moiteurs nos orientalistes rêveries.

Refoulé mis à vif

Sur fond de l'emblématique Istanbul, qui fut Byzance et qui fut Constantinople, la Turquie au goût du jour ramasse tout, fait boule de neige, empile figures, emphases, proclamations de principes et de valeurs, laisse de partout monter de savonneuses bulles pour agrémenter (oui aux Turcs) ou gâcher (non aux Turcs) le pur ciel bleu d'une Europe gracieuse peuplée d'« Européens ». « Européens », dans le Maghreb colonial, était le nom donné à une population hétéroclite (métropolitains, Espagnols, Maltais, Italiens, juifs, etc.) qui ne se qualifiait ainsi que pour se distinguer des « Arabes », avec privilèges à la clé, ne serait-ce, pour la plupart, qu'une squelettique et symbolique position hiérarchique. L'expression reprend aujourd'hui du poil de la bête – de la bête assoiffée de discrimination et de hiérarchie, et du coup les Turcs se voient fixés en une confuse posture d'« Arabes » (eh, ne sont-ils pas musulmans?): immatures, sous-développés, grevés même d'un pas beau grain de barbarie

(y'a du yatagan entre les dents et de la kalachnikov entre les mains).

Animés d'un désir de rejet raciné profond, les « Européens » unis tiennent la Turquie à distance en arguant de pratiques rédhitoires: mœurs d'inspiration coranique, flirtant avec la charia (loi sur l'adultère, finalement abandonnée); rappel du massacre perpétré sur les Arméniens, « génocide » que l'Etat turc refuse de reconnaître; persécution des Kurdes; violations répétées des droits de l'homme... Pareil tableau, pertinent et incontournable, loin d'écarter la Turquie d'une sacrée Union européenne, devrait, au contraire, lui en ouvrir toutes grandes les portes. Rien ne serait plus salubre, aujourd'hui, pour l'Europe – car ce qu'elle reproche à la Turquie, c'est tout ce que les pays européens, depuis tant de temps, s'acharnent à camoufler, dénier ou refouler, et qui se trouve réintroduit dans la bergerie consensuelle, et mis à vif: extermination des juifs, déportations et massacres de divers groupes ethniques ou politiques, exécutés avec la complicité active ou passive de la plupart des pays européens; pouvoir des différentes Églises, allant jusqu'à exiger d'inscrire l'Europe sous patronage chrétien; « droits de l'homme » largués aux portes des tribunaux prisons entreprises, et dans les rues écoles hôpitaux maisons de retraite, etc. Même porteur de miasmes peu ragoutants, un souffle venu du Bosphore pourrait faire phosphorer bien autrement les cervelles « européennes », et l'on conçoit qu'aujourd'hui, au spectacle occidentalithique de nos turqueries, les Turcs rient... vert.

Europe brune et rose

Le geste d'une Turquie frappant spectrale aux portes de l'Europe met en lumière le dédoublement de cette dernière. Sous le lisse apparent de l'Union constituée, deux visages ou deux couleurs de l'Europe se distinguent, annonciatrices d'un avenir fort différent. Une Europe brune, marquée par une idéologie droitière, d'inspiration souvent raciste, qui se

veut avant tout « blanche », occidentale et chrétienne (des mouvements ou groupuscules d'extrême droite revendiquant ces références – avec meurtre à la clé), exprime un rejet viscéral du « Turc » (comme, au gré des circonstances, du « juif » ou de l'« Arabe » – trois rejets se nouant facile en un faisceau fasciste); la mentalité nationaliste et chauvine, qui a dû céder au plan de la « patrie » sectaire, se ratrape en pratiquant une forme d'hypernationalisme européen, agressif (antiaméricanisme à toutes les sauces), bloqué sur une espèce de ligne Maginot idéologique constituée par les frontières actuelles de l'Union et censées épouser les contours du « christianisme » et de la « démocratie ».

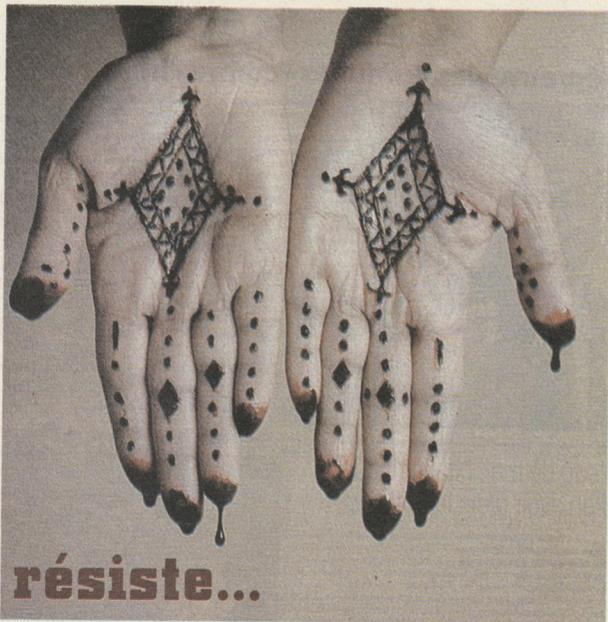
Une autre Europe, teintée de « rose », s'inscrit dans une tradition laïque et socialiste, plus historique et politique que territoriale et religieuse. Elle couvre un large spectre, qui va d'une Europe rouge et révolutionnaire puisant aux sources du pacifisme (de la Première Guerre mondiale), de l'anarcho-syndicalisme, et du socialisme libertaire, à une Europe un peu pâle, relevant sa bannière « républicaine » et « droits de l'homme » aux couleurs versatiles du Marché.

La Grande Turquie actuelle enchaîne fantômes, structures caractérielles, calculs politiques et ratiocinations plus qu'elle ne se soucie de logique et de rationalité. Quel que soit le poids du réel dont on les leste (islamisme, persécutions), les Turcs figurent surtout en monnaie d'échanges imaginaire, avec pour contre oui non mais mêlés en un frivole imbroglia, où s'avère ce paradoxe: les adversaires de l'adhésion récuse la Turquie pour des pratiques qu'eux-mêmes affectionnent – autoritarisme, nationalisme, intégrisme, justice expéditive, etc., tandis que les éléments favorables sont ceux-là mêmes qui, de longue date, dénoncent la Turquie pour ses pratiques répressives, sa régression religieuse, ses tentations fascisantes. Ni le Christ-Roi ni Allah ne reconnaîtraient leurs petits – c'est peut-être une chance à saisir.

R. D.

G.H. et A.A.

ghaniahhammadou@aol.com



Une Algérie qui résiste...

LAMINÉE par dix années de terreur, déclenchée par l'intégrisme religieux (près de deux cent mille victimes), dont l'objectif à terme était l'instauration d'une autocratie islamique, la population algérienne est entrée depuis avril 2001 en insurrection contre le pouvoir politique issu du simulacre d'élections « pluralistes et démocratiques » d'avril 1999, qui a porté Bouteflika, candidat de l'armée resté seul en lice, à la présidence de la République.

Reconduit par la mascarade plébiscitaire du 8 avril 2004 et constitué par une coalition de clans dont l'armée est la colonne vertébrale, ce pouvoir, polarisé autour de la préservation de ses privilèges, affiche clairement son adhésion à l'économie néolibérale et à une idéologie nationalo-islamiste... sans guère chercher à cacher ses pratiques mafieuses.

Sur le plan international: il s'agit pour lui de doter l'État algérien d'une image démocratique et d'attribuer à son économie l'apparence d'une modernisation propre à répondre aux normes néolibérales... Un masque qui doit permettre au régime actuel de bénéficier de la légitimation et du soutien d'un Occident peu regardant, cette reconnaissance extérieure constituant l'essentiel de sa force.

Sur le plan intérieur: par l'application d'une subtile stratégie de « pacification », l'alliance regroupée autour du président entend prendre le contrôle de toute la société algérienne, par tous les moyens, quitte à risquer de ternir l'image démocratique qu'elle cultive pour la galerie de sa clientèle étrangère alléchée par les réserves pétrolières sur lesquelles « l'ami Bouteflika » est adossé. Cette mise au

pas minutieusement réglée par le cercle présidentiel consiste avant tout à briser le mouvement – citoyen et social – de contestation populaire sans précédent qui lui fait face, et à verrouiller les rares espaces de liberté et d'expression, chèrement payés et laborieusement acquis par la société civile depuis l'insurrection nationale de 1988. Le maintien de l'état d'urgence et des lois qui l'accompagnent lui facilitant la tâche, elle (l'alliance au pouvoir) continue d'entretenir et d'instrumentaliser savamment le terrorisme dit « résiduel ».

Paupérisés par les politiques antisociales, encore traumatisés par la guerre sans merci menée par l'intégrisme religieux armé, des pans entiers de la société se sont dressés dès son premier mandat contre le pouvoir liberticide de Bouteflika. Regroupés spontanément en comités autonomes, d'abord en Kabylie, ils vont constituer ce qu'on appelle le mouvement des aârouch. Ces structures horizontales nées dans des assemblées de quartiers, de communes, de villages, se sont fédérées au niveau des wilayas, elles-mêmes coordonnées en inter-wilayas. Cet ensemble s'est accordé sur un texte de revendications minimales, dit plate-forme d'El Kseur et est régi par un « code d'honneur » auquel les délégués doivent prêter serment, afin que soient respectés les mandats qu'ils ont reçus des assemblées.

En quelques mois, la contestation lancée par les aârouch s'est étendue au reste du pays, au centre (Alger, Boumerdès), à l'est (dans les Aurès: Khenchela, Bordj bou Arréridj), au sud (Ouargla, Djelfa), enfin à l'ouest (Chlef, Aïn Defla); elle touche plusieurs secteurs d'activité

(enseignement et santé en particulier) et a dynamisé la protestation sociale jusqu'alors étouffée par la question de la survie face à la terreur. Ainsi, au cours des trois dernières années, ces mouvements ont réussi à tisser un réseau d'organisations inédites qui expérimentent une forme de démocratie directe. Ces structures constituent aujourd'hui le socle de ce que l'on appelle désormais le mouvement citoyen par lequel des milliers d'Algériens expriment leur refus de se plier à la loi de l'arbitraire et de la hagna (mépris), de la corruption et de la prévarication, de la répression sociale, d'une vie de sujets asservis à la tutelle d'un État maffieux; un État négateur de leurs droits culturels, de leur langue maternelle, de leur dignité et de toute justice. Tout le programme de ce tissu d'assemblées autonomes en rupture avec les appareils politiques vise, par la résistance pacifique, insurrection et désobéissance civile, à la reconnaissance et à la (re)conquête des droits sociaux, économiques, linguistiques et culturels refusés au peuple algérien.

Pour le briser et empêcher son extension, le pouvoir de Bouteflika a mobilisé ses instruments répressifs et idéologiques (police, justice, administration, médias, etc.). Parmi la panoplie des mesures mises en œuvre, on citera: la répression sauvage des manifestations populaires (126 morts rien qu'en Kabylie depuis le déclenchement de l'insurrection en 2001); l'arrestation et l'emprisonnement (délégués ou simples manifestants) en Kabylie, dans les Aurès (en mai 2004, à T'kout, wilaya de Batna), dans le Sud (Ouargla), etc.; les tentatives de divisions internes, de récupérations partisans ou d'infiltrations policières.

Un mois après sa « réélection » en avril 2004, Bouteflika a remis à l'ordre du jour son projet d'extinction des libertés. Après une phase de harcèlement judiciaire de la presse libre, réactivée par les amendements répressifs introduits en 2001 dans le Code pénal, le printemps et l'été 2004 ont été l'occasion pour son clan de passer à une vitesse supérieure.

Détenus sous mandat de dépôt et non jugés: Djafaar ABDERZAGUI, Karim YEZZA.

Détenus condamnés et encore en prison à Arris: Rachid ABBASSI, Yaakoub ABDERZAGUI, Hassan AICHI, Ali BEZALLA, A. Ouehab BEZIANE, Nacer BOUSSETTA, Saïd DAOUDI, Djamel DJAARA, A. Rezzak GHOUALI, Karim IOUNISSI, Djamel MEREHMI, Fouzi MEZIANI, A. Esselam YEZZA, Omar ZERDOUMI.

Le cas de Salim YEZZA, tête pensante du mouvement des Aurès, est particulier; il a été condamné pour deux affaires à deux ans de prison ferme. La liste des détenus du mouvement du Sud et des autres régions nous parviendra prochainement...

À cette fin, les institutions clés qui ne lui étaient pas complètement inféodées (armée, magistrature, FLN, directions des services publics, des entreprises nationales, des chambres économiques, etc.) sont purgées, discrètement mais sûrement, de leurs éléments indésirables ou jugés incertains, et remplacés par des fidèles des clans liés au pouvoir... tandis qu'est reconduite la politique de « réconciliation nationale » et l'alliance avec un islamisme qualifié de modéré (MSP) instaurée lors de son premier mandat.

Mais l'auto-désagrégation des grands partis d'opposition étant un fait acquis, la réussite de cette succession d'OPA lui a imposé une priorité: le démantèlement de la presse indépendante et le musèlement de toutes voix et expressions dissidentes; ils figurent désormais au premier plan de sa feuille de route: la condamnation à deux ans de prison pour un délit fictif de Mohamed Benchicou, éditeur de presse, auteur de la biographie Bouteflika, une imposture algérienne, dont le journal *le Matin* s'est fait le porte-voix des luttes citoyennes et sociales et a porté à la connaissance de l'opinion les tortures pratiquées par le pouvoir et ses agents contre des citoyens (à Tkout, notamment) et la corruption du cercle présidentiel, l'acharnement judiciaire contre Ghoul Hafnaoui (condamné à huit mois de prison), journaliste militant des Droits de l'homme qui a dénoncé les abus et l'arbitraire des autorités et de la mafia locales, tous deux intervenus en mai-juin derniers, signifient qu'il y a accélération de la machine répressive. De même, la saisie et la vente des biens du *Matin* par le fisc, le chantage à l'impression dont il a fait l'objet, ont eu pour but évident de tuer ce journal et donc de priver le mouvement de résistance d'un de ses rares canaux d'expression.

Benchicou avait raison lorsque qu'il disait à ses juges: « Ce procès n'est pas mon procès, c'est celui de la liberté d'expression! » Sa condamnation – ainsi que celle de Ghoul Hafnaoui – et la mort programmée du journal *le Matin* est un nouveau (mais pas le dernier!) coup porté contre les militants de la liberté en Algérie.

Après la centaine de délégués de Kabylie, les 22 de Batna, les 9 de Ouargla, ces deux hommes sont allés grossir cet été les rangs des « prisonniers du mouvement citoyen » algérien.

Notons enfin qu'en France, si les grands médias ont assez peu parlé de la répression qui touche la presse libre, en revanche, le black-out sur l'insurrection du mouvement citoyen est quasi absolu (mis à part *l'Humanité* et la presse libertaire)... comme sur les utilisations possibles (contre l'ennemi « intérieur » – officiellement: le seul terrorisme islamiste!) des moyens militaires ou policiers que les accords franco-algériens en matière de défense nationale vont apporter au gouvernement algérien.

GH et A.A.

Le 4 septembre 2004.

Liste au 24 septembre 2004 des manifestants de T'kout poursuivis en justice (Mouvement citoyen des Aurès):

Détenus acquittés lors de la première audience: Ali BERBACHI, Khaled CHATRI, Rachid SAIDI, Mohamed YEZZA, Majid ZERDOUMI.

Détenus acquittés lors de la seconde audience: Hicham ATHMANI, Mounir BOUSSETTA, Idir YEHIA.

Détenus libérés après trois mois de prison: Ahcene ATRIKI, Saïd BEZALLA, Mohamed GUERBAI, Samir GHERBAI, Toufik KHELAFI, Tahar LOUNISSI, Karim MEZIANI, Ali TITAOUIN, Salim TITAOUIN.

Algérie

Un 1^{er} novembre

pour les libertés

Le Collectif pour la liberté de la presse en Algérie organise une réunion publique le jeudi 28 octobre de 19h30 à 22h45 à la Bourse du travail - 3, rue château d'eau, Paris 10^e, métro République, salle Ambroise Croizat.

L'INSURRECTION armée déclenchée le 1^{er} novembre 1954 a fait subir à l'ordre colonial un revers historique. Pour avoir rendu possible la défaite de ce système fondé sur la domination et l'arbitraire, ce 1^{er} novembre fait partie des fondements idéologiques, politiques mais aussi symboliques de l'Algérie moderne. Malgré les avatars de l'indépendance - de Ben Bella à Bouteflika, les hommes qui ont dirigé le pays ont lamentablement échoué face aux attentes de novembre -, cette date symbole continue d'incarner dans la conscience des Algériens les idéaux de liberté et de justice. Et c'est à son essence émancipatrice que se réfèrent encore aujourd'hui les nouvelles générations investies dans les luttes pour la conquête de leurs droits sociaux, économiques et culturels.

Les rédacteurs de l'appel du 1^{er} novembre 1954 ne se sont pas trompés : « La lutte sera longue et l'issue incertaine... » À peine émergée d'une décennie de terreur qui l'a laissée exsangue, l'Algérie se trouve plongée dans un cycle de régression. De nouveau, les promesses de novembre se dérobent. La dérive planifiée touche le champ des droits et des libertés, sans exclusive. Chaque jour qui passe voit les maigres acquis démocratiques perdre du terrain, les libertés publiques fondamentales remises en question, les lois constitutionnelles soumises à la volonté du Prince. Chaque jour qui passe voit l'arbitraire triompher de la justice, la force brutale mater l'expression critique et les voix dissidentes. La liberté de la presse, encore à ses balbutiements, est menacée de liquidation. À peine conçus, les programmes de transformations sociales sont dévoyés par la corruption et la mafia, par les clans rentiers...

Depuis la mascarade plébiscitaire du 8 avril dernier, Bouteflika, le nouvel homme fort du système, mène un véritable programme de « pacification » de la société. Les

instruments institutionnels nécessaires à la réalisation de ce projet sont en train de passer sous son contrôle personnel ou entre les mains de ses alliés. Grâce à ce dispositif, qu'il peaufine et améliore à mesure de ses besoins, il a réussi à faire tomber les quelques contre-pouvoirs que la société civile avait réussi à arracher de haute lutte.

Aux revendications sociales, économiques, linguistiques ou culturelles, aux aspirations de justice, le régime répond par la répression. En Kabylie, il tire à balles réelles sur des manifestants, organise des rafles parmi les délégués du mouvement des aïrouch. À T'kout, il torture, puis emprisonne. À Labiod Sidi Cheikh, il organise la chasse aux animateurs des comités citoyens et incarcère sans procès. Des centaines de protestataires ramassés dans des marches pacifiques sont inculpés de troubles à l'ordre public, de délits d'attroupement. La machine répressive, police, gendarmerie et tribunaux, fonctionne à plein contre des journalistes, des syndicalistes. Toute contestation sociale est criminalisée : l'ennemi intérieur, le criminel, c'est Mohamed Benchicou et son journal *le Matin*, qui ose donner la parole aux insurgés de Kabylie, aux torturés de T'kout, aux syndicats autonomes, aux femmes en lutte contre des lois sexistes et discriminatoires, qui dénonce l'imposture et la corruption des cercles proches du pouvoir. Le délinquant, c'est le militant des Droits de l'homme Ghoul Hafnaoui qui révèle les turpitudes et les malversations des pouvoirs publics et des féodalités mafieuses locales, c'est le cadre intègre qui refuse la dilapidation du patrimoine public, le détournement des richesses nationales, etc.

Tout se passe comme si les acquis démocratiques arrachés par la société algérienne depuis l'Indépendance dans une lutte patiente et, depuis octobre 1988, dans le sang et la douleur, n'étaient pas un tribut payé par un

peuple déjà meurtri dans son histoire mais une offrande du pouvoir nationaliste qui reprendrait son présent aussi facilement qu'il l'aurait concédé. Il ne faut pas que les fruits fragiles de ce double combat - contre l'intégrisme et contre l'arbitraire d'un pouvoir illégitime - qui compte parmi les plus tragiques de ce siècle, et les plus exemplaires, soient considérés comme des artefacts. Nous ne voulons pas que la tragédie de notre peuple, au cours de laquelle il a forgé le début de ses libertés démocratiques, soit considérée comme une récréation qui doit finir. Les hommes et les femmes qui ont pris courageusement les armes il y a cinquante ans pour lutter contre une des plus grandes puissances économiques et militaires du monde l'ont fait parce qu'ils ne supportaient plus l'injustice, l'oppression, le déni de leur Histoire et des libertés individuelles. Cinquante ans après, nous nous joignons à ceux qui ne supportent plus les mêmes atteintes. Avec eux, nous disons « non » à l'ordre régalienn !

Libertés confisquées, droits de l'homme bafoués, presse libre menacée... Cinquante ans après novembre 1954, tout est à reconstruire. Le 1^{er} novembre appartient à l'Algérie des opprimés... Réapproprions-le nous ! Défendons nos libertés ! Dédions cet anniversaire aux prisonniers politiques des mouvements citoyens de Kabylie, du Sud, des Aurès, à Ghoul Hafnaoui, à Mohamed Benchicou, journaliste directeur du *Matin*, condamné à deux ans de prison... À toutes les victimes de l'oppression.

Paris, le 29 septembre 2004

Collectif pour la liberté de la presse en Algérie (Paris)

Pour plus d'informations, contactez Fathi Benchicou : fdzanouni@aol.com

Ekintza Zuzena

Au pays basque, les libertaires ont aussi leur revue

LA REVUE *Ekintza zuzena* (« Action directe », en langue basque) est née en 1988 et a édité trente et un numéros. Elle bénéficie aujourd'hui d'une reconnaissance des médias alternatifs et des mouvements sociaux et libertaires de toute l'Espagne : elle est même devenue une référence.

À l'origine, c'est le collectif anarchiste Iraun qui l'a créée; deux ans plus tard, ce collectif se dissout après avoir tiré les enseignements que son investissement dans les mouvements d'alors (écologie, féminisme, antimilitarisme, etc.) se heurtait à la faiblesse et à une inertie globale des libertaires sur les questions d'organisation. Pour éviter l'isolement politique à travers leur groupe et prendre en compte la complexité rencontrée sur le terrain des luttes réelles, les protagonistes d'*Ekintza zuzena* décident donc de faire de la revue un média indépendant de toute organisation mais en affirmant dans le même temps son influence libertaire.

L'objectif de la revue est de participer à la contre-information et d'ouvrir des espaces de débats. Son rôle, particulièrement dans le contexte répressif du Pays Basque, est d'identifier et de valoriser des situations ou des espaces de pensée pour pouvoir intervenir. Un travail de dénonciation du pouvoir répressif espagnol, des bureaucraties « progressistes » ou « gauchistes », la mise en évidence de projets révolutionnaires ou d'initiatives quotidiennes se posant en alternatives réelles au modèle social existant, l'approfondissement de la pensée contre son atrophie... sont autant de tâches que se fixe la revue. Elle veut être utile pour un espace social émancipateur, car il est vital qu'existent des conflits, des exemples et des alternatives, qui doivent être dans un processus de recherche de changements sociaux larges et radicaux.

Dans cette optique, une réflexion permanente et en profondeur sur l'information, son traitement, sa présentation... est essentielle. Ainsi, par exemple, la revue n'offre pas de séparations entre ses rubriques « politique », « économie », « société », comme le font les grands journaux. Pour l'équipe de EZ, il s'agit là d'éviter un mécanisme de manipulation pratiqué par les médias dominants qui hiérarchisent l'information, en rendant la réalité parcellaire alors que ces réalités forment un

tout, en interrelation. Le dernier numéro (n° 31) paru présente donc un sommaire qui est le reflet des démarches et des préoccupations du collectif qui fait la revue. On y trouve des articles comme : L'antimilitarisme à la croisée des chemins, Contre-information : entre réel et virtuel, Les ONG sont-elles une industrie de la solidarité? Sortir de cette société sans la laisser en paix : les impacts du zapatisme en Amérique latine, Sans amour libre, il n'y aura pas de révolution, La commercialisation du punk, etc.

Cette revue se distingue de la majorité de la presse libertaire de la péninsule ibérique par le soin apporté à sa réalisation, tant sur le fond que sur la forme. La revue ne dispose ni d'une rédaction fixe ni de moyens techniques propres. L'équipe de rédaction se réunit lorsque le besoin s'en fait sentir, tout en maintenant un lien minimum entre les protagonistes. Cela traduit aussi la volonté de l'équipe de se consacrer aux mouvements sociaux puisqu'ils y sont actifs. Tout cela a des incidences sur la régularité de la publication : aujourd'hui, la revue paraît une fois par an alors qu'elle fut trimestrielle. Mais se libérer des contraintes de parution fixe et trop rapprochée permet d'éviter l'écueil du manque de recul sur l'information quotidienne surabondante, avec les erreurs et l'intoxication médiatique qui en découlent souvent. La sélection des textes est réalisée lors d'assemblées, sur la base de décisions au consensus. Les membres de l'équipe fournissent généralement des notes de lecture et quelques autres rubriques, et coordonnent les commandes d'articles, valorisent les contributions à des débats, la gestion de dossiers thématiques, etc.

La diffusion de la revue est assurée exclusivement par des canaux non commerciaux : des librairies, athénées, groupes, réseaux, personnes, etc. à travers toute la péninsule. Toutefois, les ventes ne suffisant pas à financer la revue, des activités complémentaires sont réalisées en soutien à EZ : concerts, compilations de groupes, éditions de matériel de promotion, etc.

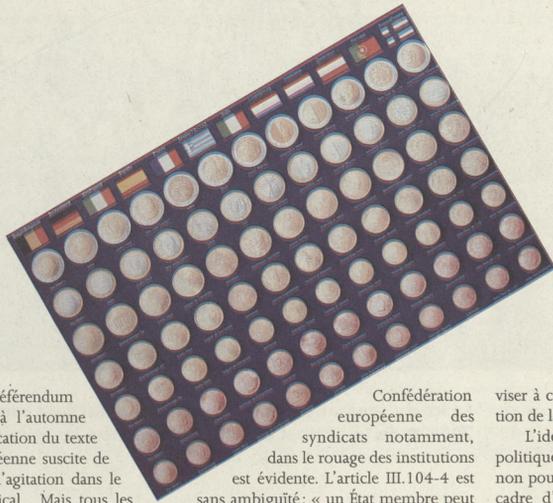
On peut contacter la revue à : *Ekintza zuzena*, Apartado 235, 48080 Bilbao (Bizkaia) Espagne.

Par Internet : <http://www.nodo50.org/ekintza> ou par courriel : ekintza@sindominio.net.



La Constitution européenne

Le non sauvera-t-il la classe ouvrière ?



LA QUESTION du futur référendum qui pourrait avoir lieu à l'automne 2005 concernant la ratification du texte de la Constitution européenne suscite de toute évidence un peu d'agitation dans le Lanterneau politico-syndical... Mais tous les protagonistes du débat sont au moins d'accord sur une chose : faire apparaître comme une évidence que le résultat du vote sera déterminant pour l'avenir de la population. À voir...

Mon propos se concentrera essentiellement sur le débat qui s'installe aujourd'hui sur ce sujet dans le mouvement syndical. Il va de soi qu'aucun anarcho-syndicaliste digne de ce nom ne peut trouver dans le texte de la Constitution européenne l'ombre d'un élément positif, bien au contraire. Celle-ci inscrit dans le marbre de manière très claire le cadre économique dans lequel chaque État doit de gré ou de force s'intégrer.

L'article 1.3 dit : « L'Union offre à ses citoyens... un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée. » En clair, cela signifie un libéralisme pur et dur qui exclut de toute évidence le maintien des services publics. Cette notion de service public n'apparaît d'ailleurs jamais dans le texte pourtant fort long. Elle est remplacée par celle de « service d'intérêt économique général » qui recouvre une réalité très différente. Un point Poste dans la boulangerie du village où l'on vient de supprimer le bureau de Poste relève de cette définition. De même que l'école privée...

Il est tout aussi clair que le principe papal de subsidiarité qui sert explicitement de référence (article 1.9-3) est à l'opposé de notre conception fédéraliste. De même, la volonté de pousser jusqu'à l'ultime limite l'intégration des organisations syndicalistes, via la

Confédération européenne des syndicats notamment, dans le rouage des institutions est évidente. L'article III.104-4 est sans ambiguïté : « un État membre peut confier aux partenaires sociaux à leur demande conjointe, la mise en œuvre des lois cadres européennes. »

Le tout forme donc incontestablement un ensemble cohérent, totalitaire même par certains aspects, entièrement tourné contre les salariés et ce qui reste d'indépendance de leurs organisations syndicales. L'exemple de l'affaire Perrier-CGT est de ce point de vue très significatif. Non seulement le patronat veut que le syndicat plie devant ses exigences mais en plus il est sommé de les accompagner. Il semblerait que Thibaut, secrétaire général de la CGT, se soit beaucoup employé à faire « entendre raison » à ses troupes un peu trop remuantes. Le soutien affiché à la Constitution européenne de John Monks, secrétaire général de la CES qui est à l'Europe syndicale ce qu'est la CFDT au mouvement syndical français, est donc parfaitement logique. Bref, nul doute que ces orientations doivent être combattues. Mais la bonne question est la suivante : comment ?

Est-ce que les urnes peuvent nous prémunir de cette logique destructrice ? L'expérience prouverait plutôt le contraire ! D'ailleurs les dernières élections régionales et européennes, malgré la claque qu'a subie le gouvernement, n'ont pas infléchi d'un iota la politique de Raffarin. Les salariés d'EDF, les « transférés » (TOS de l'éducation nationale, Équipement, etc.) et les assurés sociaux peuvent en attester. Par définition même, le vote politique, acte individuel, est à l'opposé de ce que devrait

viser à construire le syndicalisme : l'organisation de la force collective des salariés.

L'idée propagée par tel ou tel courant politique dans le mouvement syndical que le non pourrait constituer un « déclic » dans le cadre d'une « crise politique profonde » dont on nous parle depuis dix ans est dangereuse. Elle peut donner en effet l'illusion que le mouvement social pourrait se dispenser de la construction d'un rapport de force en attendant gentiment que la solution sorte des urnes.

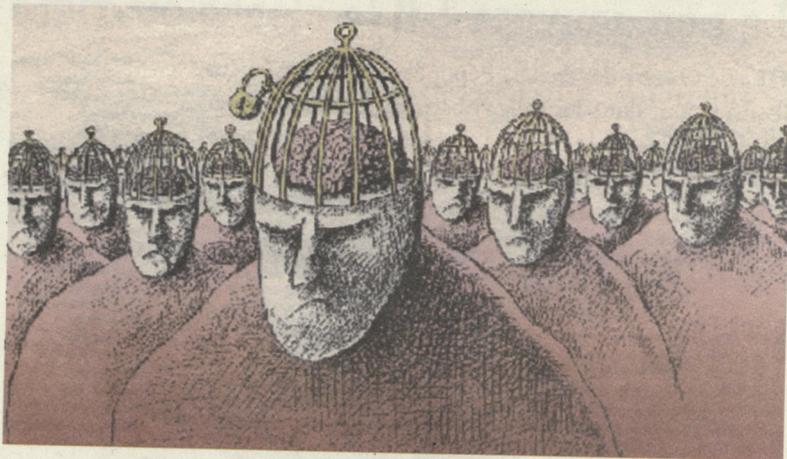
L'exemple repris parfois de l'appel à voter non au référendum gaullien de 1969, de la confédération Force ouvrière, seul exemple où FO a effectivement donné une consigne de vote, n'a donné lieu ni à un déclic particulier ni à un bouleversement des politiques menées à l'époque.

Il est toujours risqué pour le mouvement syndical de s'inscrire, voire de se soumettre aux échéances électorales, fussent-elles référendaires. D'ailleurs n'est-il pas naïf de penser que le système en place, au-delà des politiciens qui le servent, ne peut surmonter un éventuel résultat négatif. Les Danois n'ont-ils pas, par exemple, été amenés à voter une seconde fois pour entériner de gré ou de force le traité de Maastricht. Et il existe bien d'autres manipulations qui leur permettent d'arriver à leurs fins.

J'ignore qui du oui ou du non l'emportera dans un an. Mais ce que je sais c'est que quel que soit le résultat, l'enjeu déterminant est la résistance collective des salariés que le mouvement syndical aura ou n'aura pas su organiser.

Samuel

À bas la calotte !



La loi de séparation des Églises et de l'État sera commémorée en 2005, mais le combat anticlérical et contre les religions continue !

Jacqueline

à

« À BAS LES CALOTINS ! » Ce cri résonnait, dans la maison familiale et commune, ouverte aux copains, rappel pour moi, enfant vaquant à mes occupations, que le grand-père, vaquant lui-même à ses préoccupations, allait fort bien et lâchait une de ses injures favorites à la place du « merde » ou surtout du « nom de Dieu » qu'il n'était pas question d'employer sauf à aimer rire une fois de plus sur les injures banalement ou non moins banalement employées... Nos gros mots étaient choisis et nous avions plaisir à les formuler dans un clin d'œil léger entre nous, en privé, dans les coulisses d'un combat public qui était tout sauf léger. Mais ceci se passait dans les années 60, dans un univers familial et amical absolument athée.

Nul doute que dans quelques mois, nous allons assister à une petite avalanche de faits commémoratifs sur la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905. Petite? oui, parce que nul doute non plus que l'ensemble des médias feront l'écho de la voix off des pouvoirs publics, des associations et des partis socialistes en quête de spiritualité très prudente. Opportunisme d'une propagande adaptée aux nouvelles règles institutionnelles de la laïcité... de l'État! Laïcité revue et corrigée au

service des gouvernements opportunistes, des cathos dits « de gauches » ou des laïques « défroqués ». Magnifiques générations politiques des années 70... qui ne nous privent pas de leur mise à jour destructrices.

« À bas les calotins ! » Pépé, je t'entends comme hier. J'ai eu cette chance de grandir en partie dans une maison où les copains, camarades et amis, unis dans l'*Idée libre*, Lorulot, Souvenance, avaient des discussions de militantisme omniprésent dont le plus grand souci était la lutte contre toute forme d'oppression, notamment celle des Églises et de leurs tenants en robe....

Dans ce combat commun pour la liberté, convaincus au-delà de leur propre génération, résolus à tailler franchement dans la bête immonde par tous les moyens de l'intelligence que les hommes d'État n'ont pas, ces militants ont copieusement écrit avec beaucoup de sarcasme et d'insolence parfois, beaucoup d'humour aussi.

En primeur, et un peu avant que la mascarade prenne place, il est des textes que je souhaite (re)faire lire, absolument sans plus d'ambition que les ressortir comme tels parce que ces textes nous évoquent la réalité d'un



Jacqueline milite au groupe La Sociale à Rennes.

combat au quotidien, celui des militants laïques des années 30 à 80, bien après que l'État ait adopté des lois de séparation.

Ces textes ne visaient pas dans leur sarcasme ce qu'on appelle les « fidèles », les pratiquants des Églises...quoique parfois... Bien au contraire, ces textes espéraient les dé-asservir, les rendre conscients de liberté laïque, les appeler à un libre arbitre.

La grande démagogie que je pressens en 2005 ne se risquera pas à évoquer ce militantisme anticlérical car il était dirigé contre toutes les institutions et autorités religieuses, essentiellement catholiques à l'époque, et contre les États qui s'y conformaient. Ces militants laïques ont bien évidemment été accusés en leur temps d'intolérance... C'était un joli compliment, je trouve!

À l'époque, il s'agissait essentiellement d'un joug catholique en France. Le même combat contre d'autres Églises, l'islam notamment, s'est mené aussi en Afrique occidentale noire, ex-française. L'islam s'est présenté de la même façon et investissait spécifiquement les champs de l'instruction des enfants et des femmes en Afrique décolonisée. Pour ces mêmes militants laïques chargés de l'après-décolonisation en Afrique occidentale, il n'y avait pas de différence. Ils se sont inscrits aussi parallèlement ou en même temps dans un combat pacifiste pour certains allant dans la fondation d'un parti pacifiste internationaliste (PPI, cf. « Pour un parti pacifiste internationaliste », Jean Souvenance auteur éditeur, Ar Peuc'h, Tertre Aubé, Saint-Brieuc, 1945). À ce sujet – qui n'est pas celui que je veux évoquer ici, cependant il faut aussi en donner tout le contexte –, il y a beaucoup d'idées contraires dans le milieu libertaire, mais ceci s'inscrivait dans la période d'après-guerre et de décolonisation pendant laquelle certains des copains de l'*Idée libre*, ont travaillé au sein de la Ligue des droits de l'homme, Ligue de l'enseignement, fédération des Œuvres laïques et de... l'UNESCO. Mon grand-père en était, mais je crois qu'ils étaient conscients des intérêts des États dans les organismes internationaux à prolonger la mainmise sur les peuples au-delà des décolonisations politiques. Le grand-père a notamment démissionné de l'UNESCO.

Aujourd'hui, ces militants ne seraient pas étonnés d'apprendre que toutes les Églises se sont investies dans tous les domaines avec la complicité des États qui imposent leurs lois de contrôle et la guerre à tous les peuples du monde. Aujourd'hui, il me semble, à la lecture de leurs textes, que certains mèneraient le même combat mais à des fins de desservir tous les pouvoirs autres que religieux. En tout cas, c'est ce qu'ils m'amènent à déduire pour notre propre militantisme.

Qu'importe donc les spéculations sur l'investissement de nos aïeux dans le temps présent. Ce qui compte c'est de retrouver l'état d'esprit de cette génération qui pensait aux futures et qui nous donne quelques leçons de courage et d'audace.

J.

Tiré de la bibliothèque de la libre pensée...

LES ÉDITIONS DE L'IDÉE LIBRE ont publié dans les années 20 et 30 « les meilleures œuvres des auteurs rationalistes » de toute époque et de tout horizon : Sébastien Faure, Jean Souvenance, Victor Hugo, Laurent Tailhade, Sylvain Maréchal, Bertrand Russell, Pierre-Joseph Proudhon, Eugène Pottier, Han Ryner, etc. ainsi que des textes anticléricaux assez succulents à mon goût.

Ci-après le texte d'une chanson, sur l'air de l'*Internationale*, extrait du chansonnier de la libre pensée. Mais au préalable, voici l'avis au lecteur présenté dans cette édition (*Chansons et monologues anticléricaux et laïques*, aux éditions de l'Idée Libre, Herblay, 1938).

Bonne lecture et bonne inspiration.

Avis au lecteur

Ce recueil de poésies et de chansons anticléricales et antireligieuses est publié dans le but d'aider les militants dans l'organisation de leurs soirées familiales, fêtes, représentations théâtrales, sorties champêtres, banquets, etc.

Les morceaux que nous publions sont d'inégale valeur. Ou du moins ils appartiennent à des genres très différents. À côté de poèmes d'une réelle tenue littéraire et d'une incontestable élévation philosophique, nous publions des chansons plus populaires, sarcastiques, parfois même un peu... alertes. Nous avons pensé que ces chansons, presque toujours très anciennes, constituaient un document révélateur de la mentalité profondément anticléricale des populations françaises. On pourra les chanter dans certaines circonstances; elles amuseront et feront rire.

Bref, il appartient à nos amis de choisir eux-mêmes, dans cet opuscule, selon le genre des fêtes ou des soirées qu'ils organiseront, les chansons et les poésies qui leur paraîtront les mieux appropriées, les plus capables, selon le moment et le milieu, de faire connaître nos idées, nos critiques – ainsi que nos légitimes colères et nos fécondes aspirations.

Les Éditeurs

Contre les vendeurs de bêtise,
Contre ceux qui faussent le cerveau,
Contre les tenanciers de l'Église,
De la raison, levons le drapeau.
Au lieu de bâtir des cathédrales
Et de faire des chapelles pour Jésus
Nous voulons, chose plus idéale,
Faire des gîtes pour les pieds nus.

Refrain
C'est la chute finale
De tous les calotins,
L'anticléricale
Voilà notre refrain!
C'est la chute finale
L'anticléricale
Fera le monde païen!

Assez de messes et de prières,
Nous ne sommes plus des résignés;
Vous n'apaisez pas nos colères,
Vous avez fini de régner;
Nous ne serons plus vos victimes,
La lumière a frappé nos yeux,
Et nous avons vu tous vos crimes,
Bandes de jésuites, marchands de bons dieux.

Nous ne voulons ni Dieu ni prêtres,
Plus de préjugés, plus de religions;
La raison doit guider les êtres
Hors de toutes les superstitions.

Des cerveaux, c'est la délivrance.
Des esprits, la tranquillité,
Et c'est la fin de l'ignorance,
Dans les ténèbres, c'est la clarté!

Vous êtes les ennemis de la science,
Vous êtes l'ennemi du genre humain,
Vous n'avez ni cœur ni conscience,
Vous n'avez qu'une chose: le butin,
Nous démolirons vos bastilles,
Ces geôles que l'on appelle couvents,
Hors du monde les noires guenilles,
Vous avez vécu trop longtemps.

Eh! oui, nous ferons taire vos cloches,
Nous ferons sauter vos verrous,
Afin de faire vider vos poches
À vous, syndicat de filous.
Pendant que le peuple dans la misère
Reste sans pain, sans gîte, sans feu,
Vous entassez, bande de vipères,
L'argent volé aux malheureux.

Vous pouvez sortir vos bannières,
Crier à la profanation;
C'est pour l'Humanité entière
Que nous voulons votre abolition.
Pour fêter la chute finale,
Nous prendrons à vos cardinaux
Leur robe rouge et la Sociale
S'en fera de jolis drapeaux!

L'unique passerelle

Si l'IMPRESSION de mauvais temps perdure, ce n'est certes pas dans les annonces des services de la météorologie ou dans les messages hypocrites des classes dominantes que nous trouverons une explication à ce phénomène, mais plus vraisemblablement dans nos faits et gestes de plus en plus stéréotypés, complexes et irresponsables ! Notre pouvoir à déterminer le sens de notre existence existe-t-il réellement ? La poésie peut-elle nous y aider ? Et quelle poésie, si cela a un sens de se poser ainsi cette question, y contribuera-t-elle ? Écrire sur la vie, c'est aussi écrire sur la poésie. Ce n'est pas être obnubilé par le concept de « poésie » que de parler ainsi, mais c'est vouloir dire et montrer que notre véritable rapport au monde passe par les mots ! Les autres arts n'ont pas cette faculté première de mettre en contact direct l'homme et l'univers.

La peinture nécessite la prise en compte d'attributs non consécutifs à l'homme, comme la toile, la couleur, le pinceau ; il en est de même pour la musique avec les notes, l'instrument, les partitions. Mais il serait par contre présomptueux de dire que la poésie, malgré sa relation directe qu'elle nous offre avec le monde, est la source essentielle et incontournable de la vie.

Notre existence est de moins en moins bercée par le rythme de la nature. Nous nous y rattachons désormais par la technique, par des instruments de plus en plus sophistiqués et parasitaires. De même que la terre s'épuise, nous faisons de plus en plus appel à des produits dopants pour qu'elle continue à nous offrir blé et pommes de terre, pain et viande. Mais à quel prix ? Nous ne procédons qu'à l'entretien, et ce ne sont pas les quelques zones protégées qui suffiront à préserver sa fertilité et notre avenir. Deux constats tragiques qui remettent en cause notre approche de la vie, de la nature, de notre être. Cela fut dit et écrit, l'homme s'éloigne de la nature et, par-delà, de

lui-même et de la poésie. Certes, les économistes et les politiciens, financiers et autres professionnels de la destruction programmée de la vie diront que l'avenir de l'humanité ne s'inscrit pas dans les fondements de l'art, mais dans la mise en pratique de théories économiques, politiques, sociales et financières.

Je ne pense pas que la vie se limite à cela, quand bien même aurions-nous une théorie parfaite pour amener l'égalité entre tous. La vie ne peut être cohérente que lorsque l'être se trouve en harmonie avec la nature. Le triste bilan aujourd'hui de l'humanité prouve à quel point les hommes se sont trompés de chemin jusqu'à présent. Mais, sans revenir à un état sauvage, grégaire, les facultés intellectuelles, psychiques et émotionnelles de l'homme, plutôt que d'être mises au service de son intérêt particulier, voire de l'intérêt de quelques-uns, permettraient de traiter l'univers autrement qu'il ne l'est au xx^e siècle.

La poésie fut mise au ban de la cité. Platon le décréta. Ce fut pour elle, à la fois, la cause de sa survie mais aussi de son déclin. N'étant plus essentielle à la vie collective, la politique, le sens des affaires, la quête du pouvoir devenaient les instruments de la société. Ainsi en remettant entre les mains de quelques personnalités les clés de notre destin, que ce soit sous le signe de la religion, de la royauté, de la démocratie, du totalitarisme, du fascisme, nous avons perdu tout contact avec notre propre réalité. Mais la poésie est là pour nous le rappeler et, ce qui est remarquable, réside dans le fait que, malgré sa mise à l'écart, elle a continué de vivre, sans pour autant se propager davantage, mais sans se perdre un peu plus. En tous lieux, en toute saison, à toute époque, la poésie est demeurée, elle dont la vie était bien plus menacée que celle de la musique ou de la peinture. Sa forme s'est adaptée à chaque espace, mais tout en étant différente ici, elle était là-bas la même. On pourra lire la poésie des troubadours et celle de langue arabe de la même époque. Les poèmes d'amour respirent le même air. Car n'y a-t-il rien de plus universel que la poésie ? La voix du poète est celle de tous. N'y a-t-il rien de plus humain que la poésie ? Certes, il faut l'écrire, savoir l'écrire. Mais peu importe le nombre de poètes, les talents apparaissent d'une manière ou d'une autre. Ce qui est essentiel se trouve dans le rapport des êtres avec la poésie, de la relation qu'ils atteignent avec elle.

Dans l'écriture poétique, certains, et non sans raison

malgré tout, ont différencié la poésie sentimentale de la poésie naïve. Sentimentale en ce qu'elle tente d'idéaliser, et naïve pour son approche intuitive. D'une autre manière aujourd'hui, on catalogue la poésie : textuelle, néolyrique, quotidienne, réaliste, métaphysique, etc. Les tentatives de recherche pour une poésie nouvelle sont louables, et on ne peut que rendre hommage à celles et à ceux qui ont tenté, tentent ou tenteront d'ouvrir le champ de la poésie, d'investir des lieux inconnus ou supposés tels. Mais, bien souvent, la nouveauté n'est pas dans la forme, elle est dans la façon qu'aura le poète de donner vie à son être, un peu de la même manière dont la nature façonne ce que nous voyons. Car ce qui unit la poésie, et la lecture de son histoire le montre, c'est le choix des mots pris pour donner sens, pour tendre vers l'émotion, pour faire le jeu de correspondances entre l'homme et le monde. Et l'on sait que ce que dit le poète le dépasse et dépasse l'entendement humain. Il ne faut pas voir le poète comme possédé par un esprit supérieur, mais simplement à l'écoute de lui-même, des mots qui lui permettent d'aller plus loin dans la recherche de la vérité que le rapport superficiel auquel on limite la vie de maintenant. La grandeur de l'homme réside donc dans sa propre quête, il se doit d'en être la cause et la fin, l'acteur et le spectateur, le poète et le lecteur. Cette dualité est indissociable. Rappelons que les sentiments, pensées, que ce qui fait de l'homme une matière depuis qu'il a pris conscience de lui-même, ont toujours été les mêmes.

Certes, la poésie ne fera pas la révolution, mais elle fait acte de résistance. Résister, c'est déjà entrevoir une possible révolution. L'homme ne peut vivre sans manger, mais il peut malheureusement subsister sans la poésie. Alors comment s'étonner de ce qui se passe aujourd'hui, de ce qui s'est passé hier, et peut-être du pire qui viendra demain ? La société est allée de décrépitude en décrépitude. Ce n'est pas par nostalgie qu'il faut l'entendre, mais par constat et envie de révolte. Car à quoi sert le progrès technique, si c'est pour mourir sans avoir donné sens à sa vie ? Le confort ne suffit pas, d'autant plus qu'il est l'apanage d'une faible proportion d'êtres humains. Bien plus, il s'agit de reprendre conscience de sa part de responsabilité, de sa présence au monde, de son importance mais aussi de sa fragilité, et de son caractère éphémère. L'être humain aime à se laisser bercer par le mensonge, qu'il soit religieux, économique ou politique. Les uns et les autres se ressemblent. Mais la poésie fait partie de l'homme, elle est l'unique passerelle entre lui et le monde. On finira par tomber de celle-ci à trop regarder ailleurs.

Jean-Michel Bongiraud



Patrick Pochon

À l'occasion d'une table de presse pour le concert des Amis d'ta femme, de Lutin bleu et de Baratin de la joie, à Saint-Ambroix, le 8 octobre 2004, nous avons rencontré l'un des trois lutins et lui avons posé quelques questions...



Tristan: Tout d'abord bonjour! Est-ce que tu pourrais présenter le groupe, pour ceux et celles qui ne le connaissent pas encore?

Ludo: On est un trio de Grenoble, qui existe depuis à peu près dix ans. Cinq disques sont déjà sortis et bientôt un DVD Live. On fait du « rock éclectique matinée de punk ».

Tristan: Est-ce que vous arrivez à vivre de votre musique?

Ludo: Oui, depuis 1995-1996. On a réussi petit à petit à amener tout le monde à l'intermittence, entre les concerts et du taf à côté pour mettre de l'eau dans les épinards. Sachant qu'il faut une cinquantaine de dates; des fois on en fait moins parce qu'on est en studio, des fois vachement plus parce qu'on fait rien d'autre.

Tristan: Sous quel angle abordez-vous votre musique?

Ludo: On est venu à la musique plutôt sous l'angle du spectacle, on ne s'est pas vraiment posé la question du contenu. On est monté sur scène pour faire du rock n' roll, transpirer et s'éclater. Et, après, fatalement quand t'écris des chansons, au bout d'un moment, tu es plus ou moins perméable à l'actualité et au monde qui t'entoure. Donc, forcément, t'as envie de raconter ce que tu ressens par rapport à tout ça. C'est vrai qu'à nos débuts, on avait tendance à chanter que youpla boum et, petit à petit, on a chanté un peu plus de choses qui ont rapport à l'actualité. Sinon notre truc à nous, c'est de traiter ça sous l'angle du second degré, de la dérision, on trouve que c'est plus facile de faire passer des choses sous cette angle-là.

Tristan: Et Anachérie?

Ludo: C'est presque un contre exemple, parce

que finalement c'est une des chansons les plus sérieuses et revendicatives du répertoire... Je devais être énervé ce jour-là. Mais si tu prends un morceau comme Ernest-Antoine, c'est plus traité sous l'angle de la connerie. D'ailleurs je trouve que finalement ça colle assez bien avec le sujet!

Tristan: Votre dernier album a deux ans, à quand le prochain?

Ludo: L'année prochaine, justement; toute cette année, on s'est occupé de boucler le DVD. C'était pas une mince affaire puisqu'on l'a fait nous-mêmes.

Tristan: Le DVD, racontez-nous un peu...

Ludo: C'est un « live » filmé à Grenoble l'année dernière. On s'est fait prêter des caméras, des copains sont venus filmer, et puis on a mixé tout ça à la maison. Il y a une heure trente de « live », et comme on avait du temps à perdre on a ajouté plein de bonus, plein de conneries.

Tristan: Sur votre site, on peut télécharger, entre autres, des extraits du dernier album. Vous vous êtes restreints pour le téléchargement entier?

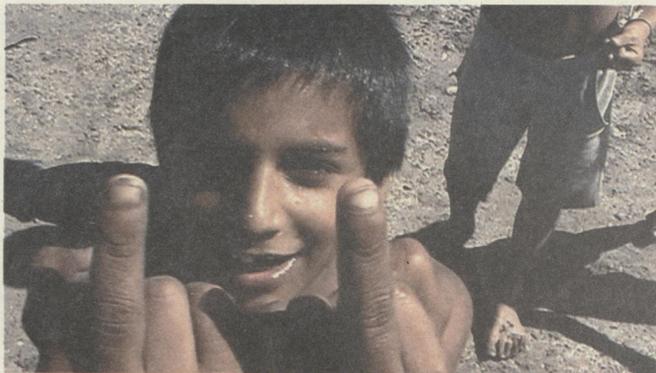
Ludo: Non, c'est plutôt dans la logique du help yourself, on va pas mâcher le travail non plus! Le site est destiné à faire la promo du groupe, donc, on met des extraits pour inciter les gens à venir nous voir en concert, voire à acheter l'album. Nous engageons tout le monde à passer sur le site, et surtout dans les forums, où il y a des tas de gens qui s'échangent des astuces pour télécharger tous nos albums sur internet; donc, il ne faut pas qu'ils se gênent.

Tristan: Que pensez-vous des logiciels de partage sur Internet?

Ludo: À notre niveau, ça nous fait plus de pub que de tort. Sûrement que ça doit avoir un impact sur les ventes de disques, mais bon, quand on en vend quelques milliers, ça va pas chercher bien loin, donc une cinquantaine ou une centaine de moins... J'ai quand même remarqué une certaine déontologie chez les minos qui téléchargent, qui ont en général le réflexe de dire: « Bon, lui, il vend plein d'albums, il passe à la télé, on l'emmerde, on télécharge. Eux, par contre, ils ont besoin d'un coup de main, on achète le disque. » La plupart des gens que je croise et avec qui on en parle ont cette démarche-là. Après, les quelques-uns qui restent, c'est est qui? Des gens qui n'ont pas de déontologie, j'en ai rien à branler, ou alors qui n'ont pas de thune, de toute façon ça ne change rien, il n'achèteront pas le disque. Moi, je préfère qu'ils le téléchargent, qu'ils le passent à leurs potes et qu'ils viennent nous voir en concert, parce que pour nous c'est l'essentiel; que le public sorte de leur tôle et qu'il aille voir un spectacle vivant. Je dis ça par rapport à toutes ces associations (c'est un truc qui me tient à cœur), c'est toute ces assocos qui se bougent le cul pour monter des concerts, souvent avec les moyens du bord, envers et contre tout. Je suis toujours épaté par la capacité des assocos à se monter, à se prendre des boîtes, se casser la gueule et à se remonter. On n'oublie jamais que ce sont ces gens-là qui nous font vivre. Je pense que le téléchargement n'est pas seulement une histoire économique. Et, de toute façon, si on l'aborde sous cet angle, franchement, tout ceux qui perdent de la thune en ce moment, ce sont ceux qui s'en sont fait sur notre dos pendant des années. Alors, ils ne vont pas me faire pleurer. À notre niveau, c'est plutôt un phénomène qui nous fait vivre.

Mémoires d'un saccage

de Fernando Solanas



Sortie le 29 septembre

« Le Sud est un espoir, une utopie »

Fernando Solanas

MÉMORABLE AUTEUR de l'Heure des brasiers, l'Argentin Fernando Solanas livre dans son documentaire, *Memorias del saqueo*, (un génocide social), l'analyse implacable des mécanismes économiques désastreux qui ont mené l'Argentine à la ruine. Film militant contre la globalisation, s'inscrivant dans le mouvement alter-mondialiste, il démontre comment les dictatures successives, leurs régimes corrompus, ont trahi le lien social, ont saccagé les ressources du pays et l'ont livré, clés en mains, aux « Yankees », sous l'œil bienveillant d'une « mafia(o)cratie » nationale, c'est Solanas qui crée le mot.

Loin de tout misérabilisme, Solanas filme « ses » Argentins en lutte : les vieux, dépouillés de leurs économies, cassent avec marteaux et objets de fortune les portes des banques, ne cèdent ni à la police ni à l'armée. Tout le monde riposte avec ce qu'on a sous la main : les jeunes avec leurs planches de skateboard ; les femmes et pas seulement les mères de la place de Mai sont là, inébranlables, se relèvent et continuent à manifester, malgré les arrestations et les intimidations constantes. Les Indiens aussi témoignent : installés sur des terres arides, devenus des champs pétrolifères, les champs regorgent de gazoil qu'ils tirent de leurs puits et qui empoisonne leurs terres. Il suffit d'une allumette et tout s'embrase. Ils mourront de maladie et de ce lent empoisonnement que constitue leur environnement hautement toxique. Dépouillés de leur identité, ils racontent leurs tentatives de riposte, leurs combats contre l'administration. Ils le disent directement à Solanas qui leur tend le micro. Car

Solanas enquête lui-même, va dans ces lieux où croupit « le peuple », ne ménage pas ses efforts pour nous brasser un tableau complet du désastre. On voit tous ces gens qui sont dans la misère, leur vie occupée à trouver des restes, ramassés dans les poubelles, pour se nourrir. En interrogeant les médecins, il nous apprend aussi que ces enfants sous-alimentés (80 % des enfants du pays!) aux carences profondes ne pourront jamais constituer la relève intellectuelle future du pays. Diminué à jamais dans leurs capacités mentales, ils vont mesurer des centimètres en moins, auront toutes les maladies dues aux carences alimentaires. Leur espoir de vie sera considérablement diminué.

Les images que convoque Fernando Solanas participent au combat pour une Argentine vivable, débarrassée de ses sangsues : en faisant témoigner médecins, ingénieurs, architectes, économistes, il mobilise toutes les volontés impliquées dans le combat quotidien pour une vie un peu meilleure. Leur analyse confirme l'étendue de la corruption dans toutes les instances de la vie publique. L'un d'eux dit même : « Si l'on arrêtait de voler le pays seulement pendant un an, l'économie pourrait repartir! »

On apprend tout sur la dette extérieure, sur le troc des finances du pays contre des bons sans valeur édités par millions, sur la lente marche d'un pays riche – en matières premières – vers sa ruine, orchestrée par les multinationales et les mafias de la finance.

Quand Solanas utilise des images d'archives, c'est pour rappeler l'histoire des dictatures de ces trente dernières années et les

gouvernements successifs, de Carlos Menem à Fernando de la Rúa. C'est aussi pour rappeler l'abîme entre les promesses électorales faites et la misère engendrée par l'abomination de ces régimes qui ont ruiné l'Argentine : les luttes de ces dernières années ont fait plus de morts que la répression sous la dictature militaire!

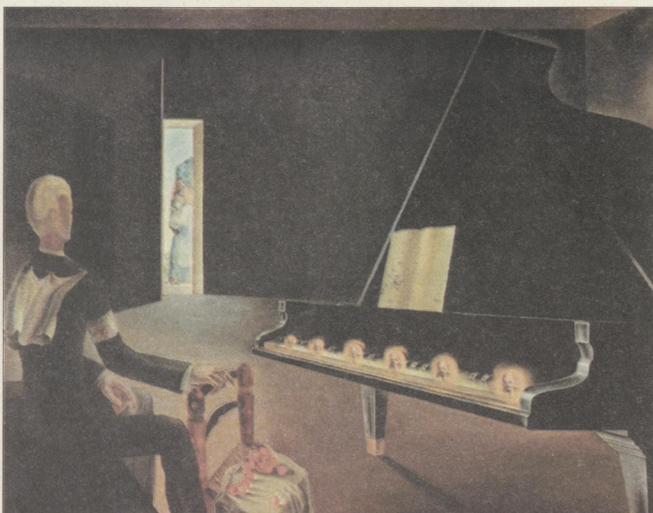
Loin de se décourager, alors qu'il a été physiquement attaqué (on lui a tiré une balle dans les deux jambes!) et qu'il marche depuis avec une canne et en traînant une jambe, Solanas prépare déjà une deuxième partie des *Mémoires du saccage*. Il l'appellera *Cantos de una Argentina latente*. Ce « chant » sera le récit et le témoignage d'une utopie concrète. Il racontera la vie et l'œuvre de toutes les personnes anonymes qui, jour après jour, s'impliquent complètement dans cette entreprise de vivre ensemble et autrement. À savoir les femmes et les hommes qui combattent dans leur quartier, l'analphabétisme, l'ignorance, le désespoir, la résignation, sorte d'effets secondaires, séquelles automatiques d'un quotidien souvent insoutenable.

Cohérence d'un cinéaste politique qui ne renonce pas à démontrer que savoir, c'est avoir des moyens d'analyse, en somme, des clés en main pour essayer de changer les choses : quand il dit que « les peuples du Sud doivent se libérer de la dépendance, de la pauvreté et de l'oppression... et [qu']ils doivent trouver leur identité culturelle et politique... », il apporte, par ses films, les données objectives qu'il s'agit de saisir pour aller de l'avant.

Heike Hurst

Chauffe Marcel !

Salvador Dalí,
Hallucination partielle,
six images de Lénine sur un piano.



PAUVRE BODY! Son livre n'est vraiment fait pour personne... Il est antistalinien mais il n'est pas trotskiste. Libertaire? Non plus, pas encore. Son *Piano en bouleva de Carélie* ne résonne que pour des cercles trop étroits.

Pourtant, son livre mérite d'être lu. Le voilà reparu sous le titre *Au cœur de la Révolution*. Cette révolution, c'est celle qui secoua l'empire des tsars en 1917. Notre Marcel, ouvrier typographe limousin, socialiste bon teint, va s'y trouver plongé, sa connaissance autodidacte de la langue de Tolstoï et la mobilisation générale l'y ayant conjointement mené. Et il va l'aimer et s'y fondre.

À lire son récit, pourtant, on ne ressent pas un grand souffle. Ce sont les mémoires d'un petit fonctionnaire de la Révolution que l'on a devant soi. Ce qui, tout de même, ne manque pas d'intérêt. Donc, Body se lance dans la tourmente. Arrivé dès 1916 avec la mission militaire française, il déserte. Il organise avec Jacques Sadoul, Pierre Pascal et Robert Petit le Groupe communiste français de Moscou, « placé sous l'autorité directe et constante » du parti bolchevik. Son activité de bureau n'est pas négligeable dans la fondation de la III^e Internationale. Il devient finalement haut fonctionnaire, diplomate à l'ambassade soviétique en Norvège, sous l'aimable direction d'Alexandra Kollontaï.

Marcel Body nous conte son travail révolutionnaire sans emphase. La retraite qui suit son odyssée à Odessa évoque plus les tribulations de Fabrice Del Dongo à Waterloo que les charges sabre au clair de Makhno. Sa courte expérience communautaire en même temps qu'agricole amuse: « Je savais que l'entreprise du camarade Body ne dépasserait pas l'été », dira Zinoviev. Les intrigues de couloir, l'étoile montante de l'un et celle déclinante de l'autre, la chasse et l'eau de Cologne vite bue, les

congrès historiques, les fêtes décadentes... Héroïque petit rouge d'une grande machine qui le dépasse, Body traverse en piéton le champ de bataille qui vit le peuple abattre l'ancien régime et l'État-parti museler le peuple. Bureaucrate de second ordre, il voit les dérives du régime. Il donne tous les détails sur l'élimination des syndicalistes Vergeat, Lefebvre et Lepetit.¹ Il ne cache rien de la misère qui ravage les villes en 1919-1920, et de l'hostilité des masses rurales et urbaines à l'égard du bolchevisme. Et il affirme que dès alors, il nourrissait des doutes quant à la légitimité de l'action du Parti.

Et pourtant, il ne se révolte pas. Il ne fait rien. Rien de rien. Peut-être un très vague flirt avec l'ex-opposition ouvrière, rentrée dans le rang depuis longtemps déjà. Voici ce que nous apprend son témoignage: plongé dans le fonctionnarisme, servile devant l'État, le dévouement révolutionnaire et l'héroïsme quotidien ne sont rien de valable.

Body, bien plus tard, revenu le plus légalement du monde en France puis exclu du PCF, se reprendra et se rapprochera des anarcho-syndicalistes. Il sera le traducteur de Bakounine (mais aussi de Lénine, Boukharine et Trotsky) et fustigera très violemment le totalitarisme soviétique. Que n'a-t-il embrassé la foi anti-autoritaire plus tôt!

Enfin, je n'ai pas dit tout ce que le personnage a d'attachant. On peut regretter sa passivité, on peut s'étonner de le voir prendre des responsabilités dans un État qu'il sait néfaste. On ne peut pas le mépriser.

Max Lhourson

1. Lire le *Monde libertaire* du 7 novembre 2002, ou http://increvablesanarchistes.org/articles/1920_36/1921body_lepetitvergeat.htm

Marcel Body, *Au cœur de la Révolution*. Mes années en Russie, 1917-1927, Les Éditions de Paris, 299 pages, 18 euros. Disponible à Publico.

Jeudi 28 octobre

Paris 10^e

Soirée-débat à l'appel du Collectif pour la liberté de la presse en Algérie, à 19 heures à la Bourse du travail, rue du Château d'eau, M^e République.

Samedi 30 octobre

Clermont-Ferrand

Nuit du fanzine ! À 18 heures, débats et stands sur le fanzinate avec la Claque, Mouvement H.I.é, Nouvelles d'outre-tombe,... Suivi d'un concert avec les Colloques de Tanger, Swaraj, Jemenfous et Low. À l'Espace autogéré, rue Pré-La-Reine. Contact: 0608726152 ou laclaque_fanzine@no-log.org.

Lundi 1^{er} novembre

Paris 4^e

Éric Toulis en concert aux Blancs Manteaux à 20 heures, 15, rue des Blancs-manteaux. Tous les lundis et mardis jusqu'au 28 décembre.

Vendredi 5 novembre

Paris 18^e

L'anarcha-féminisme. Conférence-débat organisée par le groupe Pierre-Besnard à la Rue, 10, rue Robert Planquette, M^eBlanche ou Abbesses. À 20 heures.

Lyon 1^{er}

Projection du film *Attention danger travail* de Pierre Carles et Stéphane Goxe suivi d'un débat sur la place du travail en société à 21 heures au Café libertaire

(19, rue Pierre Blanc, entrée par l'allée).

Samedi 6 novembre

Marseille 1^{er}

Conférence-débat: « Le SNCC et les luttes des Afro-américains aux États-Unis dans les sixties ». Avec Lou Marin, au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Metz

Festival « Chats rouges, chats noirs » ce samedi ainsi que le lendemain dimanche: deux jours de débats, d'expos et de concerts... au CALP à Metz Plantière (près du lycée Schuman). Infos: culture.57@cnt-f.org ou 0610635125. Organisé par l'Union locale CNT Metz (<http://cnt-f.org/ul.metz>)

Jeudi 11 novembre

Gentioux (Creuse)

Le groupe Arthur Lehning de la FA appelle les anarchistes à venir en nombre à partir de 10 heures autour du monument de Gentioux manifester leur hostilité à toutes les guerres et leur opposition à toutes les armées, religions et les nationalismes. À midi, repas des partageux, tables de presse, débats à la salle polyvalente de Gentioux.

Tours

Rassemblement contre la guerre et contre toutes les armées, à 10 heures, Place de la Résistance, appelé par Alternative libertaire, le Collectif libertaire de Touraine, la LCR, Sud-PTT, Sud-Rail, Sud-Étudiant.e.s...

Radio libertaire

Jeudi 28 octobre

Si Vis Pacem : de 18 heures à 19h30, Mouna contre les jeux et les jouets guerriers. **Entre chiens et loups** : de 20h30 à 22 heures, Martine Bourre, auteure illustratrice jeunesse pour l'ensemble de son oeuvre.

Vendredi 29 octobre

Enjoy polar : de 12 heures à 13 heures, retransmission en différé des délibérations du Prix des Terrasses du Polar de Marseille dont le vainqueur fut Thierry Crifo pour *J'aime pas les types qui couchent avec maman* aux Éditions du Masque.

Samedi 30 octobre

Chronique syndicale : de 11h30 à 13h30, Jérôme Akinora présente son livre *Les aventuriers du RMI (L'insomniaque)*. **Chroniques rebelles** : de 13h30 à 15h30, La question sociale, revue libertaire de réflexion, et de combat, avec Nicole et Gianni.

Lundi 1^{er} novembre

Ondes de choc : de 16 heures à 18 heures, Boi Akih pour son album *Uwai*, Zaragraph pour *En vivo, na aivo* et Jean Guidoni pour *Trapèze*. **Les mangeux d'erre** : de 9h30 à 11 heures, diffusion d'un documentaire de Samuel Mittelman sur les apiculteurs face aux insecticides, facteurs de mortalité des abeilles.

Mardi 2 novembre

Idéaux et débats : de 18 heures à 19h30, Jean-Paul Dubois pour son roman *Une vie française* aux Éditions de L'Olivier.

Mercredi 3 novembre

Blues en liberté : de 10h30 à 12 heures, blues et violon, mais oui ! **Femmes libres**: de 18h30 à 20h30, avec Emmanuelle Piet pour la campagne, en Seine-St-Denis, destinée aux hommes contre les violences faites aux femmes.

Samedi 6 novembre

Chronique syndicale : 11h30 à 13h30, les délocalisations et des salariés de différentes sociétés multinationales. **Chroniques rebelles** : de 13h30 à 15h30, *Le droit à la mort* de Claude Guillon aux Éditions Hors commerce, avec l'auteur.

89.4 MHz
en région parisienne
et ailleurs sur Internet

Bordeaux

Une procédure antiterroriste contre... la pose d'autocollants

DEUX MILITANTS DE PALESTINE 33 ont été interpellés samedi 16 octobre dans un supermarché du centre ville en train d'apposer des autocollants sur des jus de fruits soi-disant produit en Israël. En réalité, une part importante de ces produits provient des territoires occupés de Palestine, c'est entre autres pour cela que le Parlement Européen a voté la suspension des accords d'association Europe-Israël, suspension jamais mise en œuvre par le Conseil de l'Europe.

Mais cette affaire d'information et d'alerte des consommateurs sur cette tromperie s'est transformé en un cauchemar en passant dans la démesure.

Une des deux personnes a été arrêté chez elle dès le mercredi 20 à 18 heures puis placé en garde à vue au motif de discrimination (risque 3 ans de tôle et 45 000 euros d'amende) ! La deuxième personne, convoquée le lendemain à 9 heures, a elle aussi été placée en garde à vue. Dans l'après-midi (16 heures), les appartements des deux personnes ont été perquisitionnés. Chez une des deux personnes, dont le mari est militant à la Fédération Anarchiste, tous les ordinateurs ont été consultés, arrachés (pour ceux qui possédaient un antivirus) et embarqués. Bien sûr, pendant leurs déplacements, les deux personnes étaient menottées main à l'arrière et menottées à leurs chaises lors des interrogatoires.

Mais de quoi s'agissait-il ? De poser des autocollants qui disaient « Made in Israël. Boycott Apartheid » ! Voilà le crime !

Ces autocollants sont le fruit d'une campagne pour le boycott lancée en septembre 2002 à l'appel de nombreuses organisations, avec une manifestation importante à Marseille pour dénoncer les importations des produits israéliens, tant que continuent l'occupation, l'humiliation et les massacres.

Heureusement sans doute, les soutiens ne se sont pas faits attendre. Dès le mercredi soir, ce sont les camarades qui ont l'habitude de soutenir les sans-papiers, dont de nombreux camarades anarchistes et d'AC!, qui étaient mobilisés devant le commissariat central jus-

qu'à minuit. De nombreux communiqués de soutien sont alors arrivés : la famille et les amis, ATTAC 33, Union Juive Française pour la Paix, Solidaires 33, UD-CGT 33, CAPJPO-Euro-Palestine. Puis un comité de soutien, s'est formé appelant à un rassemblement le jeudi soir à 18 heures devant le commissariat central de Bordeaux et à une réunion à 20 heures.

Nous apprenions juste avant le rassemblement de 18 heures que nos deux camarades étaient libérés, que les seuls chefs d'inculpation retenus étaient dégradation d'objets mobiliers et qu'ils étaient convoqués pour un procès le 4 février 2005.

Malgré tout la réunion s'est tenue pour rédiger un communiqué de soutien, de dénonciation de la « volonté du gouvernement français de criminaliser toute expression contestataire », de défense du « droit de critiquer, de condamner la politique du gouvernement israélien... » signée par AC! Bordeaux-CUB, AC! gironde, ATTAC 33, Collectif Chiapas, Confédération Paysanne 33, FA, Groupe anarchiste Emma Goldman, LCR33, Palestine 33, PCF, PCOF, Solidaires 33, Tout terrain, UD-CGT 33, UJFP Aquitaine.

Constatant la multiplication des cas de répression individuelle tant dans le monde de l'entreprise que celui des mouvements sociaux, ces organisations ont prévu de se retrouver avec d'autres le 2 novembre pour constituer un réseau de vigilance afin d'informer les militants de leurs droits et risques, des procédures judiciaires, constituer un réseau d'avocats prêts à intervenir rapidement, et un réseau de contacts de ces organisations pour organiser la nécessaire mobilisation rapidement pour minimiser l'impact sur les militants de ces procédures.

Ils veulent nous détruire isolés, réagissons collectivement ! Le pouvoir nous veut soumis, organisons notre insoumission !

Ils veulent empêcher la critique des politiques israéliennes, amplifions le boycott des produits israéliens.

Philippe Arnaud

Cercle Jean Barruë (33)



D. Maunoury

À LA RUE DEPUIS LE 8 JUIN, les expulsés de Saint-Ouen continuent de se battre pour un relogement à long terme. Pour l'instant, les familles bénéficient d'un logement d'urgence à Bondy, loin de leur ville d'origine, ce qui arrange la mairie de Saint-Ouen, incapable de proposer une solution viable.

Effe.

Pour joindre le Collectif du 4, rue Jules Verne

Tel: 06 60 69 88 43



Le succès de notre numéro anniversaire est tel que le stock disponible à Publico risque d'épuisement !

Nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs et lectrices, s'ils en ont la possibilité, de couvrir chez leur marchand de journaux pour se procurer le numéro hors-série.

La Rue nous appartient... un peu plus

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15h30 à 18 heures et, à partir du mois de novembre, tous les 1^{er} et 3^e jeudi du mois de 18 heures à 19h30. Le tout au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e. Tél. : 01 42 23 32 18.



Ivan Brun

Ce soir je ne parle pour personne;
seul à seul peut-on parler pour tous?
Cela s'apparente à peu près à un calcul,
à une soustraction de l'espoir;

C'est moi que j'interroge.

Je parle à voix basse à l'oreille du temps;
pas même celui de l'Histoire,
je parle à l'oreille de mon temps à moi,
celui de ce cœur qui brûle
et qui n'a pas fait la part des cendres —
je veux parler de l'amour, de mon cœur,
ce muscle dans ma poitrine, qui, quelque jour, fléchira.

Bien sûr la justice nous importe,
une justice où rompre les ponts
avec la sollicitude des maîtres.
C'est qu'il faut prononcer ce soir la misère des spécialistes:
parmi les hommes de justice se trouvent des bourreaux.

Pourquoi parler ainsi à moi-même?
Chercherais-je un frère au-delà de moi-même
et contre les bourreaux?

Le voilà bien ce fagot d'épines dans le feu partagé,
cette haute flamme jetée sur les épaules du temps,
notre preuve et notre fidélité.
Leur justice n'est rien si elle n'élargit le cercle de ce feu.

Ce soir je ne parle pour personne.
Pourtant ma révolte est intacte,
et je ferais fi de l'épreuve du temps si les hommes
de justice ne perdaient pas le sens de la Terre,
Car je suis le premier homme
et je suis aussi le dernier homme,
comme toi, mon camarade.

Et je vous vois venir, vous,
la procession des réalistes sans imagination,
je vous vois venir et je ne regrette même pas ce sourire
que depuis longtemps vous avez tué en moi, et qui passe,
éphémère, sur la bouche des enfants.
Ici comme ailleurs ce sont les morts qui gouvernent.

Cadavres je vous désigne.

Rien n'a changé depuis le garde-chiourme des galères,
et vous avez les yeux pleins de transatlantiques
et de satellites artificiels.

Juifs, Tsiganes en rupture de ban, nègres de toujours,
mes frères courageux à la peau de tambour
qui vous délestez dans la fête de ce peu de temps
qui ne vous appartient pas,
je vous salue d'une balle dans la tête de Dieu.

Mais ce soir je ne parle qu'à moi-même.
Seul à seul peut-on parler pour tous?

Claude Kottelanne